



**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
MINISTERE DE LA SANTE**

**PROJET D'APPUI A LA SANTE MATERNELLE ET NEONATALE
KECHWA
(Convention AFD N° CMR 1188 01H)**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
POUR LA FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE
EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX AU
PROFIT DU CNTS**

Référence de Publication : N°.02/CPMP/MS/2026

Avril 2026

Projet financé par l'AFD

Avis d'Appel d'Offres (AAO)

Date : **30/04/2026**

Nom du Projet : **KECHWA ASSABA-CMR 1188 01H**

AAO No : **N° 02/CPMP/MS/2026**

1. Le Ministère de la santé a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour financer le coût du projet d'appui à la sante maternelle et néonatale Kechwa Assaba en Mauritanie. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement soit utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de fourniture, installation et mise en service des équipements médicaux au profit du CNTS
2. Le Ministère de la santé sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture des équipements de laboratoires au profit du CNTS de Nouakchott.
3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et consulter le Document d'Appel d'Offres auprès de la Cellule de suivi de la construction du CNTS, **sise au 3^e étage du bâtiment de la SNIM, en face de la BMCI.**
Téléphone : +222 22 24 38 44
E-mails : med.khatry@sante.gov.mr / med.khatry@yahoo.fr
Les consultations sont possibles tous les jours ouvrables de 8h00 à 16h00, à l'exception du vendredi où les horaires sont de 8h00 à 12h00.
4. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir la version électronique ou papier des Documents d'Appel d'Offres complète en français en formulant une demande écrite adressé au président de la Commission de Passation des Marchés Publics du Ministère de la Santé, **sise au 3^e étage du bâtiment de la SNIM, en face de la BMCI,** **Téléphone : +222 22 24 38 44,** **E-mails : med.khatry@sante.gov.mr / med.khatry@yahoo.fr,** ou sur les sites : www.beta.mr, www.rimtic.com, <https://marchespublics.gov.mr/> et www.dgmarket.fr
5. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.
6. Les offres doivent être rédigées en langue française, placées sous enveloppe scellée, puis déposées contre accusé de réception directement dans les locaux de **la Commission de Passation des Marchés Publics du Ministère de la Santé (CPMP/MS), Ilot ZRB, lot N° 500, à l'Ouest du Carrefour BANA BLANC à côté de la lunetterie OPTIKO, Nouakchott-Mauritanie au plus tard le 29/06/2026 à 12h :00 GMT contre remise d'un accusé de réception signé et daté, auquel cas l'accusé de réception fait foi.**
7. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie bancaire de soumission d'un montant de huit cent mille (800 000) ouguiyas MRU. Cette garantie devra rester valide pour une durée minimale de cent vingt (120) jours à compter de la date d'ouverture des plis.
8. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à la salle de réunion de **la Commission de Passation des Marchés Publics du Ministère de la Santé (CPMP/MS), Ilot ZRB, lot N° 500, à l'Ouest du Carrefour**

BANA BLANC à côté de la lunetterie OPTIKO, Nouakchott-Mauritanie le 29/06/2026 à 12h30 GMT.

9. Les exigences en matière de qualifications sont :

- Le soumissionnaire doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen, au cours des trois (03) dernières années, d'au moins quarante-cinq millions (45 000 000) d'ouguiyas MRU.
- Le soumissionnaire doit avoir réalisé, entre le 1er janvier 2020 et la date limite de soumission des offres, au moins un (01) marché similaire, exécuté de manière satisfaisante et achevé pour l'essentiel, en tant que fournisseur principal ou membre d'un groupement.

Un marché similaire s'entend comme un marché de fourniture d'équipements médicaux comprenant au moins une partie des équipements de laboratoire utilisés pour la transfusion sanguine, tels que : centrifugeuses réfrigérées pour poches de sang, automates d'immunoanalyse, automates d'immuno-hématologie, agitateurs de Kline, automates de biochimie, soudeuses électriques de poches de sang ou réfrigérateurs à -80 °C.

Le soumissionnaire doit fournir des justificatifs composés d'une copie du contrat accompagnée d'une attestation de bonne exécution et le procès-verbal de réception montrant clairement que ces équipements incluaient du matériel destiné à la transfusion sanguine.

Le montant minimum de ce marché doit être de trente millions (30 000 000) d'ouguiyas.

Voir les Documents d'Appel d'Offres pour les informations détaillées.

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE Procédures d’Appel d’Offres	3
Section I. Instructions aux Soumissionnaires.....	4
Section II. Données particulières de l’Appel d’Offres	25
Section III. Critères d’évaluation et de qualification	29
Section IV. Formulaire de Soumission.....	37
Section V. Critères d’éligibilité	59
Section VI. Règles de l’AFD : Pratiques frauduleuses et de corruption – Responsabilité Environnementale et Sociale	61
DEUXIÈME PARTIE Exigences relatives aux Fournitures	64
Section VII. Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques	65
TROISIÈME PARTIE Marché.....	103
Section VIII. Cahier des clauses Administratives Générales.....	104
Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières	120
Section X. Formulaire du Marché	128

PREMIÈRE PARTIE
Procédures d'Appel d'Offres

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

Table des clauses

A. Généralités	6
1. Objet du Marché	6
2. Origine des fonds	6
3. Pratiques de Fraude et corruption	6
4. Candidats admis à concourir	6
5. Fournitures et services connexes répondant aux critères d'origine	7
B. Contenu des Documents d'Appel d'Offres	8
6. Sections des Documents d'Appel d'Offres	8
7. Éclaircissements apportés aux Documents d'Appel d'Offres	9
8. Modifications apportées aux Documents d'Appel d'Offres	9
C. Préparation des Offres	9
9. Frais de soumission.....	9
10. Langue de l'Offre.....	9
11. Documents constitutifs de l'Offre.....	9
12. Formulaire de Soumission, Déclaration d'Intégrité, Formulaire de Prix et autres formulaires	10
13. Variantes	10
14. Prix de l'Offre et rabais.....	10
15. Monnaies de l'Offre	12
16. Documents attestant de la conformité des fournitures et services connexes aux Documents d'Appel d'Offres.....	12
17. Documents attestant des qualifications du Soumissionnaire	13
18. Période de validité des Offres	13
19. Garantie de Soumission	14
20. Forme et signature de l'Offre.....	16
D. Remise des Offres et Ouverture des plis	16
21. Cachetage et marquage des Offres.....	16
22. Date et heure limite de remise des Offres	17
23. Offres hors délai.....	17
24. Retrait, substitution et modification des Offres	17
25. Ouverture des plis	17
E. Évaluation et comparaison des Offres	18
26. Confidentialité.....	18
27. Éclaircissements concernant les Offres	19
28. Divergences, réserves ou omissions	19
29. Conformité des Offres.....	19
30. Non-conformité, erreurs et omissions.....	20

31. Correction des erreurs arithmétiques.....	20
32. Conversion en une seule monnaie	21
33. Marge de préférence	21
34. Évaluation des Offres	21
35. Comparaison des Offres	22
36. Vérification a posteriori des qualifications du Soumissionnaire.....	22
37. Droit de l’Acheteur d’annuler la procédure et de rejeter toutes les Offres	23
F. Attribution du Marché	23
38. Critères d’attribution	23
39. Droit de l’Acheteur de modifier les quantités au moment de l’attribution du Marché.....	23
40. Notification de l’attribution du Marché.....	23
41. Signature du Marché.....	23
42. Garantie de bonne exécution	24

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

A. Généralités

- 1. Objet du Marché**
- 1.1 En référence à l'Avis d'Appel d'Offres identifié dans les **Données particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)**, l'Acheteur, tel qu'il est indiqué dans les **DPAO**, publie les présents Documents d'Appel d'Offres en vue de l'obtention des fournitures et services connexes spécifiés à la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres international (AOI) figurent dans les **DPAO**.
- 1.2 Tout au long des présents Documents d'Appel d'Offres :
- a) Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
 - b) Si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; et
 - c) Le terme « jour » désigne un jour calendaire.
- 2. Origine des fonds**
- 2.1 L'Acheteur, identifié dans les **DPAO**, a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de l'Agence Française de Développement ci-après dénommée « l'AFD »), en vue de financer le projet identifié dans les **DPAO**. L'Acheteur a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent Appel d'Offres est lancé.
- 3. Pratiques de Fraude et corruption**
- 3.1 L'AFD demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu'elles figurent à la Section VI soient appliquées.
- 3.2 Aux fins d'application de ces règles, les Soumissionnaires (y compris leurs sous-traitants) devront faire en sorte que l'AFD et ses agents puissent examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs aux demandes de candidatures, soumissions des Offres et à l'exécution des marchés et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.
- 4. Candidats admis à concourir**
- 4.1 Les Soumissionnaires peuvent être constitués d'entités privées ou publiques (sous réserve des dispositions de l'article 4.3 des IS) ou de tout groupement les comprenant au titre d'un accord existant ou tel qu'il ressort d'une intention de former un tel accord supporté par une lettre d'intention et un projet d'accord de groupement. En cas de groupement tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l'exécution du Marché conformément à ses termes. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant l'appel d'Offre, et en cas d'attribution du Marché à ce groupement, durant l'exécution du Marché.
- 4.2 Les Soumissionnaires ne peuvent être en situation de conflit d'intérêt et ceux dont il est déterminé qu'ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec

l'un ou plusieurs intervenants au processus d'Appel d'Offres les Soumissionnaires dans les situations suivantes :

- a) Les Soumissionnaires placés sous le contrôle de la même entreprise ;
- b) Les Soumissionnaires qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l'un de l'autre ;
- c) Les Soumissionnaires qui ont le même représentant légal dans le cadre du présent Appel d'Offre ;
- d) Les Soumissionnaires qui entretiennent entre eux directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, des contacts leur permettant d'avoir accès aux informations contenues dans leurs Offres ou de les influencer ou d'influencer les décisions de l'Acheteur au sujet de cet Appel d'Offres ;
- e) Les Soumissionnaires qui participent à plusieurs Offres dans le cadre du présent Appel d'Offres. La participation d'un Soumissionnaire à plusieurs Offres provoquera la disqualification de toutes les Offres auxquelles il aura participé ; toutefois, une entreprise peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs Offres ;
- f) Les Soumissionnaires ou l'une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les fournitures qui font l'objet du présent Appel d'Offres ; ou
- g) Le Soumissionnaire qui a lui-même, ou l'une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté (ou doit l'être) par l'Acheteur pour effectuer la supervision du Marché ; ou
- h) Les Soumissionnaires qui entretiennent une étroite relation d'affaires ou de famille avec un membre du personnel de l'Acheteur (ou du personnel de l'entité d'exécution du Projet ou d'un bénéficiaire d'une partie des fonds) : i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation des Documents d'Appel d'Offres ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d'évaluation des Offres; ou ii) qui pourrait intervenir dans l'exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d'une manière satisfaisante pour l'AFD pendant le processus de sélection et l'exécution du marché .

4.3 Les critères d'éligibilité à concourir de l'AFD sont exposés en Section V – Critères d'éligibilité.

4.4 Les Soumissionnaires ne devront pas faire l'objet d'une exclusion temporaire par l'Acheteur au titre d'une Déclaration de Garantie de Soumission.

4.5 Les Soumissionnaires devront fournir les preuves de leur éligibilité que l'Acheteur est en droit de requérir.

5. Fournitures et services connexes répondant aux critères d'origine

5.1 Sous réserve des dispositions figurant à la Section V - Critères d'éligibilité, toutes les fournitures et services connexes faisant l'objet du présent marché et financés par l'AFD peuvent avoir pour pays d'origine tout pays.

- 5.2 Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que la maintenance initiale, l'assurance, le transport, l'installation, et la formation.
- 5.3 Le terme « pays d'origine » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

B. Contenu des Documents d'Appel d'Offres

6. Sections des Documents d'Appel d'Offres

- 6.1 Les Documents d'Appel d'Offres comprennent toutes les sections dont la liste figure ci-après. Ils doivent être interprétés à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des IS.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'Appel d'Offres

- Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)
- Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- Section III. Critères d'Evaluation et de Qualification
- Section IV. Formulaires de Soumission
- Section V. Critères d'Éligibilité
- Section VI. Règles de l'AFD : Pratiques frauduleuses et de corruption – Responsabilité environnementale et sociale

DEUXIÈME PARTIE : Exigences relatives aux fournitures

- Section VII. Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques

TROISIÈME PARTIE : Marché

- Section VIII. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)
- Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Section X. Formulaires du Marché

- 6.2 L'Avis d'Appel d'Offres émis par l'Acheteur ne fait pas partie des Documents d'Appel d'Offres.
- 6.3 L'Acheteur ne peut être tenu responsable de l'intégrité des Documents d'Appel d'Offres, des réponses aux demandes de clarifications, et des additifs aux Documents d'Appel d'Offres conformément à l'article 8 des IS, s'ils n'ont pas été obtenus directement auprès de lui. En cas de contradiction, les documents directement obtenus de l'Acheteur prévalent.
- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans les Documents d'Appel d'Offres. Il lui appartient de fournir tous les

renseignements et documents demandés dans les Documents d'Appel d'Offres.

7. Éclaircissements apportés aux Documents d'Appel d'Offres

7.1 Tout Soumissionnaire éventuel désirant des éclaircissements sur les documents contactera l'Acheteur, par écrit, à l'adresse de l'Acheteur indiquée dans les **DPAO**. L'Acheteur répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des Offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de son origine) à tous les Soumissionnaires éventuels qui auront obtenu les Documents d'Appel d'Offres conformément à l'article 6.3 des IS. Si les DPAO le prévoient, l'Acheteur publiera également sa réponse sur la page Web identifiée dans les **DPAO**. Au cas où l'Acheteur jugerait nécessaire de modifier les Documents d'Appel d'Offres suite aux éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à l'article 22.2 des IS.

8. Modifications apportées aux Documents d'Appel d'Offres

8.1 L'Acheteur peut, à tout moment, avant la date limite de remise des Offres, modifier les Documents d'Appel d'Offres en publiant un additif.

8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante des Documents d'Appel d'Offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu les Documents d'Appel d'Offres conformément à l'article 6.3 des IS. L'Acheteur publiera immédiatement l'additif sur la page web identifiée à l'article 7.1 des IS.

8.3 Afin de laisser aux Soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs Offres, l'Acheteur peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Offres conformément à l'alinéa 22.2 des IS.

C. Préparation des Offres

9. Frais de soumission

9.1 Le Soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son Offre, et l'Acheteur n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'Appel d'Offres.

10. Langue de l'Offre

10.1 L'Offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Acheteur seront rédigés dans la langue indiquée dans les DPAO. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction des passages pertinents à l'Offre dans la langue indiquée dans les DPAO, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'Offre, la traduction fera foi.

11. Documents constitutifs de l'Offre

11.1 L'Offre comprendra les documents suivants :

- a) Le Formulaire de Soumission ainsi que les autres formulaires de la Section IV, conformément aux dispositions de l'article 12 des IS ;
- b) Les formulaires de prix applicables, remplis conformément aux dispositions des clauses 12 et 14 des IS ;

- c) La Garantie de Soumission ou la Déclaration de Garantie de Soumission établie conformément aux dispositions de la clause 19 des IS ;
 - d) Des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de l'article 13 des IS ;
 - e) La confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'Offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 20.2 des IS ;
 - f) La Déclaration d'Intégrité, d'Éligibilité et d'Engagement environnemental et social dûment signée, conformément à l'article 12 des IS ;
 - g) Des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 17 des IS, que le Soumissionnaire est admis à concourir, y compris le Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire ;
 - h) Des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 17 des IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son Offre est retenue ; et
 - i) Des pièces attestant, conformément aux dispositions de l'article 16 des IS, que les fournitures et services répondent aux critères d'origine ;
 - j) Des pièces attestant, conformément aux dispositions des clauses 16 et 29 des IS, que les fournitures et services connexes sont conformes aux Documents d'Appel d'Offres ;
 - k) Tout autre document stipulé dans les **DPAO**.
- 11.2 En sus des documents requis à l'article 11.1 des IS, l'Offre présentée par un Groupement d'entreprises devra inclure soit une copie de l'Accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d'intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d'un projet d'accord.
- 11.3 Le Soumissionnaire fournira, dans son formulaire de Soumission, les informations relatives aux commissions et indemnités versées en relation avec son Offre.
- 12. Formulaire de Soumission, Déclaration d'Intégrité, Formulaires de Prix et autres formulaires**
- 12.1 Le Soumissionnaire soumettra son Offre en remplissant le Formulaire de Soumission, la Déclaration d'Intégrité, les Formulaires de Prix et les autres formulaires tels que fournis à la Section IV. Formulaires de Soumission, sans apporter aucune modification au texte des formulaires, excepté conformément aux dispositions de l'article 20.4 des IS. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
- 13. Variantes**
- 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte.
- 14. Prix de l'Offre et rabais**
- 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire sur le Formulaire de Soumission et les formulaires de prix seront conformes aux stipulations ci-après.

- 14.2 Tous les articles figurant sur la liste des fournitures devront être énumérés et leur prix devra figurer séparément sur les formulaires de prix.
- 14.3 Le prix à indiquer sur le Formulaire de Soumission sera le prix total de l'Offre, hors tout rabais éventuel.
- 14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais sur le Formulaire de Soumission.
- 14.5 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché par le Soumissionnaire et ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Une Offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de la clause 29 des IS. Cependant, si les DPAO prévoient que les prix seront révisables pendant la période d'exécution du Marché, une Offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais le coefficient de révision considéré comme égal à zéro.
- 14.6 La clause 1.1 peut prévoir que l'Appel d'Offres soit lancé pour un seul marché ou pour un groupe de marchés (lots). Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les prix indiqués devront correspondre à la totalité (100%) des articles de chaque lot, et à la totalité (100%) de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à la clause 14.4, à la condition toutefois que les Offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.
- 14.7 Les termes CIP, DDP et autres termes semblables sont régis par les règles telles que décrites dans l'édition actuelle des Incoterms, publiée par la Chambre de Commerce Internationale, comme indiqué dans les DPAO.
- 14.8 Les prix doivent être indiqués comme mentionnés dans chaque formulaire de prix figurant à la Section IV, Formulaire de Soumission. Le fractionnement des prix est exigé seulement pour le but de faciliter la comparaison d'offres par l'Acheteur. Dans les indications de prix, le Soumissionnaire sera libre de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays éligible, conformément à la Section V, Critères d'Éligibilité. Les prix seront saisis de la façon suivante :
- a) Fournitures originaires du pays de l'Acheteur :
 - i) Le prix des fournitures CIP lieu de destination convenu, y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures; et
 - ii) Les taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays de l'Acheteur qui seront dues sur les fournitures si le Marché est attribué ;
 - b) Fournitures originaires d'un pays étranger, à importer :

- i) Le prix des fournitures CIP lieu de destination convenu dans le pays de l’Acheteur, tel que spécifié dans les **DPAO** ;
 - ii) Les taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays de l’Acheteur qui seront dues sur les fournitures si le Marché est attribué ;
- c) Pour les Fournitures fabriquées en dehors du pays de l’Acheteur, déjà importées :
- i) Le prix des fournitures CIP lieu de destination convenu, à l’exclusion des droits de douanes et autres taxes d’importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
 - ii) Les droits de douanes et autres taxes d’importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les fournitures déjà importées dans le pays de l’Acheteur, perçues sur les fournitures si le Marché est attribué ; et
 - iii) Les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues dans le pays de l’Acheteur si le Marché est attribué.
- d) Services connexes, requis dans la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques :
- i) Le prix de chaque élément faisant partie des services connexes (hors toutes taxes applicables) ;
 - ii) Les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes à payer dans le pays de l’Acheteur, sur les services connexes si le Marché est attribué.

15. Monnaies de l’Offre

- 15.1 Les monnaies de l’Offre et les monnaies de règlement seront conformes aux dispositions des DPAO. Le Soumissionnaire indiquera la part du prix de son Offre correspondant aux dépenses encourues dans le pays de l’Acheteur, dans la monnaie du pays de l’Acheteur, sauf spécification contraire dans les **DPAO**.

16. Documents attestant de la conformité des fournitures et services connexes aux Documents d’Appel d’Offres

- 16.1 Pour établir que les fournitures et services connexes répondent aux critères d’origine, en application des dispositions de la clause 5 des IS, un Soumissionnaire devra remplir les déclarations indiquant le pays d’origine figurant dans les formulaires de prix, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.
- 16.2 Pour établir la conformité des fournitures et services connexes aux Documents d’Appel d’Offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son Offre les pièces justificatives spécifiées à la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.
- 16.3 Les pièces justificatives peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures et services connexes, démontrant qu’ils correspondent pour l’essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences existant par rapport aux dispositions de la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.

- 16.4 Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par l'Acheteur et pendant la période précisée aux **DPAO**.
- 16.5 Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par l'Acheteur sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif. Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de l'Acheteur que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.

17. Documents attestant des qualifications du Soumissionnaire

- 17.1 Pour établir qu'il est admis à concourir en application des dispositions de la clause 4 des IS, le Soumissionnaire devra remplir le Formulaire de Soumission, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.
- 17.2 Les documents que le Soumissionnaire fournira pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son Offre est acceptée, établiront, à la satisfaction de l'Acheteur, que :
- a) si requis par les **DPAO**, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Fournitures qu'il offre, soumettra une Autorisation du Fabriquant, en utilisant à cet effet le formulaire type inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission, pour attester du fait qu'il a été dûment autorisé par le fabriquant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans le pays de l'Acheteur;
 - b) si requis par les **DPAO**, au cas où il n'est pas présent dans le pays de l'Acheteur, le Soumissionnaire est ou sera (si son Offre est acceptée) représenté par un agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles du Marché et des spécifications techniques en matière d'entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.
 - c) le Soumissionnaire remplit chacun des critères de qualification spécifié à la Section III, Critères d'Évaluation et de Qualification.

18. Période de validité des Offres

- 18.1 Les Offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les **DPAO** après la date limite de soumission fixée par l'Acheteur, conformément à l'article 22.1 des IS. Une Offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'Acheteur.
- 18.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des Offres, l'Acheteur peut demander aux Soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur Offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une Garantie de Soumission en application de l'article 19 des IS, sa validité sera

prolongée pour une durée de 28 jours au-delà de la nouvelle date limite de validité des Offres. Un Soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son Offre sans perdre sa Garantie de Soumission. Un Soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son Offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de la clause 18.3 des IS.

- 18.3 Si l'attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de l'Offre, le prix du Marché sera actualisé comme suit :
- a) dans le cas d'un marché à prix ferme, le Montant du Marché sera égal au Montant de l'Offre actualisé par le facteur figurant aux DPAO ;
 - b) dans le cas d'un marché à prix révisable, le Montant du Marché ne fera pas l'objet d'une actualisation ;
 - c) dans tous les cas, les Offres seront évaluées sur la base du Montant des Offres sans prendre en considération l'actualisation susmentionnée.

19. Garantie de Soumission

- 19.1 Conformément aux dispositions des **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une Déclaration de Garantie de Soumission ou d'une Garantie de Soumission, qui fera partie intégrante de son Offre. Lorsqu'une Garantie de Soumission est exigée, le montant de la Garantie de Soumission et la monnaie dans laquelle elle doit être libellée seront indiqués dans les **DPAO**.
- 19.2 La Déclaration de Garantie de Soumission se présentera selon le modèle présenté à la Section IV – Formulaire de soumission.
- 19.3 Lorsqu'elle est requise, la Garantie de Soumission se présentera sous l'une des formes ci-après, au choix du Soumissionnaire :
- a) une garantie bancaire à première demande émise par une banque, une compagnie d'assurances ou un organisme de caution ;
 - b) un crédit documentaire irrévocable ; ou
 - c) un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou
 - d) toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les **DPAO**,

en provenance d'une source reconnue, établie dans un pays satisfaisant aux critères d'origine figurant à la Section V. Critères d'éligibilité. Si la Garantie de Soumission fournie par le Soumissionnaire est sous forme d'une garantie à première demande émise par une société d'assurance ou un organisme de caution situé en dehors du pays de l'Acheteur, l'institution émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays de l'Acheteur afin d'en permettre l'exécution, le cas échéant. La Garantie de Soumission sera établie conformément au formulaire figurant à la Section IV- Formulaire de Soumission, ou dans une autre forme similaire en substance et approuvée par l'Acheteur avant le dépôt de l'Offre. La Garantie de Soumission devra demeurer valide pour une période excédant de vingt-huit jours (28) la durée initiale de validité

de l'Offre et, le cas échéant, être prorogée selon les dispositions de l'article 18.2 des IS.

- 19.4 Toute Offre non accompagnée d'une Garantie de Soumission ou Déclaration de Garantie de Soumission substantiellement conforme sera rejetée par l'Acheteur comme étant non conforme.
- 19.5 Les Garanties de Soumission des Soumissionnaires non retenus leur seront restituées dans les meilleurs délais après que le Soumissionnaire retenu aura signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution prescrite à la clause 42 des IS.
- 19.6 La Garantie de Soumission du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.
- 19.7 La Garantie de Soumission peut être saisie ou la Déclaration de Garantie de Soumission mise en œuvre :
- a) si le Soumissionnaire retire son Offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire de soumission, ou toute prorogation selon les dispositions de l'article 18.2 des IS ; ou
 - b) s'agissant du Soumissionnaire retenu, si ce dernier :
 - i) manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 41 des IS ; ou
 - ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 42 des IS.
- 19.8 La Garantie de Soumission, ou la Déclaration de Garantie de Soumission soumise par un groupement sera libellée au nom du groupement qui a soumis l'Offre. Lorsqu'un groupement n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'Offre, la Garantie de Soumission ou la Déclaration de Garantie de Soumission de ce groupement sera libellée au nom de tous les futurs membres du groupement, conformément au libellé du projet d'accord de groupement mentionné aux articles 4.1 et 11.2 des IS.
- 19.9 Lorsqu'en application de l'article 19.1 des IS, aucune Garantie de Soumission n'est exigée et si :
- a) le Soumissionnaire retire son Offre pendant le délai de validité mentionné dans le Formulaire de soumission ou toute prorogation qu'il aura accordée; ou bien
 - b) le Soumissionnaire retenu manque à son obligation de signer le Marché conformément à l'article 41 des IS, ou de fournir la Garantie de bonne exécution conformément à l'article 42 des IS,

l'Acheteur pourra, si le **DPAO** le prévoit, disqualifier le Soumissionnaire de toute attribution de marché par l'Acheteur pour la période de temps stipulée dans les **DPAO**.

20. Forme et signature de l'Offre

- 20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'Offre tels que décrits à l'article 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Une Offre variante, lorsqu'elle est recevable, en application de l'article 13 des IS portera clairement la mention « VARIANTE ». Par ailleurs, le Soumissionnaire soumettra le nombre d'exemplaires supplémentaires de son Offre tel qu'il est **indiqué dans les DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.
- 20.2 L'original et toutes les copies de l'Offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile et seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation sera établie dans la forme **spécifiée dans les DPAO**, et jointe à l'Offre. Le nom et le titre de chaque signataire devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'Offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'Offre.
- 20.3 Les Offres soumises par des entreprises groupées devront être signées au nom du groupement par un représentant habilité du groupement de manière à engager tous les membres du groupement et inclure le pouvoir du mandataire du groupement signé par les personnes habilitées à signer au nom du groupement. Si au moment de la soumission de l'Offre, le groupement n'a pas encore d'existence juridique, l'Offre doit alors être signée par chacun des membres du groupement proposé.
- 20.4 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

D. Remise des Offres et Ouverture des plis**21. Cachetage et marquage des Offres**

- 21.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son Offre et toutes les copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de l'article 13 des IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL-OFFRE DE BASE », « ORIGINAL -VARIANTE » ou « COPIE –OFFRE DE BASE et COPIE-VARIANTE», selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.
- 21.2 Les enveloppes intérieures et extérieures devront :
- a) comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;
 - b) être adressées à l'Acheteur conformément à l'article 22.1 des IS ;
 - c) comporter l'identification de l'Appel d'Offres conformément à l'article 1.1 des IS ;
 - d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis.
- 21.3 Si l'enveloppe extérieure n'est pas cachetée et marquée comme stipulé, l'Acheteur ne sera nullement responsable si l'Offre est égarée ou ouverte prématurément.

- 22. Date et heure limite de remise des Offres**
- 22.1 Les Offres doivent être reçues par l’Acheteur à l’adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l’heure qui y sont spécifiées. Lorsque les DPAO le prévoient, les Soumissionnaires auront la possibilité de soumettre leur Offre par voie électronique. Dans un tel cas, les Soumissionnaires devront suivre la procédure prévue aux **DPAO**.
- 22.2 L’Acheteur peut, s’il le juge bon, reporter la date limite de remise des Offres en modifiant les Documents d’Appel d’Offres en application de la clause 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations de l’Acheteur et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.
- 23. Offres hors délai**
- 23.1 L’Acheteur n’acceptera aucune Offre arrivée après l’expiration du délai de remise des Offres, arrêté conformément à la clause 22 des IS. Toute Offre reçue par l’Acheteur après la date et l’heure limites de dépôt des Offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.
- 24. Retrait, substitution et modification des Offres**
- 24.1 Un Soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son Offre après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de la clause 20.2 des IS. La modification ou l’Offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :
- a) délivrées en application des clauses 20 et 21 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
 - b) reçues par l’Acheteur avant la date et l’heure limites de remise des Offres conformément à l’article 22 des IS.
- 24.2 Les Offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l’article 24.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.
- 24.3 Aucune Offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de dépôt des Offres et la date d’expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le Formulaire de Soumission, ou d’expiration de toute période de prorogation de la validité.
- 25. Ouverture des plis**
- 25.1 Sous réserve des dispositions figurant aux articles 23 et 24 des IS, à la date, heure et à l’adresse indiquées dans les **DPAO** l’Acheteur procédera, en accord avec les dispositions de l’articles 25 des IS, à l’ouverture des plis (quel que soit le nombre d’Offres reçues) en présence des représentants désignés des Soumissionnaires qui souhaitent y assister et de toute autre personne qui souhaite être présente. Les procédures spécifiques à l’ouverture d’Offres électroniques si de telles Offres sont prévues à l’article 22.1 des IS seront détaillées dans les **DPAO**.
- 25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, et l’enveloppe contenant l’Offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d’une Offre ne sera autorisé que si

la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle Offre correspondante substituée à la précédente, qui elle-même sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'une Offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et qu'elle est lue à haute voix. Les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'Offre correspondante. La modification d'une Offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et qu'elle est lue à haute voix. Seules les Offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

- 25.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du Soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le montant de l'Offre par lot le cas échéant, y compris les rabais et leur modalités d'imputation, les variantes le cas échéant, l'existence d'une Garantie de Soumission ou Déclaration de Garantie de Soumission si elle est exigée, et tout autre détail que l'Acheteur juge utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'Offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Le Formulaire de Soumission et les formulaires de prix seront paraphés par au minimum trois (3) représentants de l'Acheteur présents à la cérémonie d'ouverture des plis. L'Acheteur ne doit ni se prononcer sur les mérites des Offres ni rejeter aucune des Offres (à l'exception des Offres reçues hors délais et en conformité avec l'article 23.1 des IS).
- 25.4 L'Acheteur établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum pour chaque Offre : le nom du Soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'Offre ou modification, le montant de l'Offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l'existence ou l'absence d'une Garantie de Soumission ou Déclaration de Garantie de Soumission si elle est exigée. Il sera demandé aux représentants des Soumissionnaires présents de signer le procès-verbal d'ouverture des plis. L'absence de la signature d'un Soumissionnaire ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du Procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Soumissionnaires.

E. Évaluation et comparaison des Offres

- 26. Confidentialité**
- 26.1 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des Offres, et à la vérification de la qualification des Soumissionnaires, ou à la recommandation d'attribution du Marché ne sera fournie aux Soumissionnaires ni à aucune autre personne qui n'ait pas à participer à titre officiel à la procédure d'Appel d'Offres aussi longtemps que l'attribution du Marché n'aura pas été notifiée aux Soumissionnaires conformément à l'article 40 des IS.

- 26.2 Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer l'Acheteur lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des Offres et de la vérification de la capacité des Soumissionnaires ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son Offre.
- 26.3 Nonobstant les dispositions de la clause 26.2 des IS, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, un Soumissionnaire qui souhaite entrer en contact avec l'Acheteur pour des motifs ayant trait à son Offre, devra le faire uniquement par écrit.
- 27. Éclaircissements concernant les Offres**
- 27.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des Offres et la vérification des qualifications des Soumissionnaires, l'Acheteur a toute latitude pour demander à un Soumissionnaire des éclaircissements sur son Offre en allouant un délai de réponse raisonnable. Aucun éclaircissement apporté par un Soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'Acheteur ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'Acheteur, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix ni aucun changement substantiel de l'Offre (y compris un changement dans le montant de son Offre fait à l'initiative du Soumissionnaire) ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'Acheteur lors de l'évaluation des Offres en application de la clause 31 des IS.
- 27.2 L'Offre d'un Soumissionnaire qui ne fournit pas les éclaircissements sur son Offre avant la date et l'heure spécifiée par l'Acheteur dans sa demande d'éclaircissement sera susceptible d'être rejetée.
- 28. Divergences, réserves ou omissions**
- 28.1 Aux fins de l'évaluation des Offres, les définitions suivantes s'appliqueront :
- a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations des Documents d'Appel d'Offres ;
 - b) Une « réserve » est la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation d'une disposition requise par les Documents d'Appel d'Offres ; et
 - c) Une « omission » est l'absence totale ou partielle des renseignements et documents exigés par les Documents d'Appel d'Offres.
- 29. Conformité des Offres**
- 29.1 L'Acheteur établira la conformité de l'Offre sur la base de son contenu, tel que défini à l'article 11 des IS.
- 29.2 Une Offre conforme pour l'essentiel est une Offre conforme aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission importante. Les divergences, réserves ou omissions importantes sont celles qui :
- a) Si elles étaient acceptées,
 - i) Limiteraient de manière importante la portée, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
 - ii) Limiteraient, d'une manière importante et non conforme aux Documents d'Appel d'Offres, les droits de

l'Acheteur ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ;

- b) Si elles étaient rectifiées, seraient préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des Offres conformes pour l'essentiel.

29.3 L'Acheteur examinera les aspects techniques de l'Offre en application de l'article 16 des IS, notamment pour s'assurer que toutes les exigences de la Section VII, Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission importante.

29.4 L'Acheteur écartera toute Offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel aux Documents d'Appel d'Offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections aux divergences, réserves ou omissions importantes qui auraient été constatées.

30. Non-conformité, erreurs et omissions

30.1 Lorsqu'une Offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, l'Acheteur peut tolérer toute non-conformité mineure.

30.2 Lorsqu'une Offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, l'Acheteur peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions mineures constatées dans l'Offre en comparaison avec la documentation requise par les Documents d'Appel d'Offres. Une telle demande ne peut, en aucun cas, porter sur un élément reflété dans le Montant de l'Offre. Le Soumissionnaire qui ne donnerait pas suite à cette demande peut voir son Offre rejetée.

30.3 Lorsqu'une Offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, l'Acheteur rectifiera les non-conformités ou omissions mineures qui affectent le Montant de l'Offre. A cet effet, le Montant de l'Offre sera ajusté, uniquement aux fins de l'évaluation, pour tenir compte de l'élément manquant ou non conforme.

31. Correction des erreurs arithmétiques

31.1 Lorsqu'une Offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, l'Acheteur en rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :

- a) S'il existe une contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité correspondante, le prix unitaire fera foi et le prix total sera rectifié, à moins que, de l'avis de l'Acheteur, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera rectifié ;
- b) Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera rectifié ; et
- c) S'il existe une contradiction entre le montant indiqué en lettres et le montant indiqué en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant ne soit entaché d'une erreur

arithmétique, auquel cas, en cas de marché à prix unitaires, le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas a) et b) ci-dessus.

- 31.2 Le Soumissionnaire sera tenu d'accepter les rectifications des erreurs arithmétiques effectuées. En cas de refus des rectifications apportées conformément à l'article 31.1 des IS, son Offre sera rejetée.
- 32. Conversion en une seule monnaie**
- 32.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison des Offres, l'Acheteur convertira tous les prix des Offres exprimés en diverses monnaies dans la monnaie spécifiée dans les **DPAO**.
- 33. Marge de préférence**
- 33.1 Sauf stipulation contraire dans les **DPAO**, aucune marge de préférence ne sera accordée.
- 34. Évaluation des Offres**
- 34.1 Pour évaluer les Offres, l'Acheteur utilisera les critères et méthodes définis dans cet article, à l'exclusion de tout autre critère ou méthode.
- 34.2 Pour évaluer une Offre (le mode d'évaluation étant par article ou par lot, comme indiqué dans les **DPAO**), l'Acheteur prendra en compte les éléments ci-après :
- a) Le montant de l'Offre indiqué suivant les dispositions de la clause 14 des IS ;
 - b) Les ajustements apportés au prix pour rectifier les erreurs arithmétiques en application de l'article 31.1 des IS ;
 - c) Les ajustements imputables aux rabais offerts en application de l'article 14.4 des IS ;
 - d) Les ajustements résultant de toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable calculés conformément à l'article 30.3 des IS ;
 - e) La conversion en une seule monnaie des montants résultant des opérations a) à d) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 32 des IS ;
 - f) Les ajustements résultant de l'utilisation des facteurs d'évaluation additionnels figurant à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 34.3 L'effet éventuel des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP qui seront appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des Offres.
- 34.4 Lorsque les Documents d'Appel d'Offres prévoient que les Soumissionnaires pourront indiquer le montant de chaque lot séparément, la méthode d'évaluation permettant de déterminer la combinaison de la moins-disante des Offres pour l'ensemble des lots compte tenu de tous les rabais offerts dans le Formulaire de Soumission, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 34.5 Lors de l'évaluation du montant des Offres, l'Acheteur exclura et ne prendra pas en compte :

- a) dans le cas de Fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des fournitures en cas d'attribution du Marché au Soumissionnaire ;
 - b) dans le cas de Fournitures d'origine étrangère à importer ou déjà importées, des droits de douane et droits d'entrée et autres droits et taxes dus dans le pays de l'Acheteur sur les fournitures en cas d'attribution du Marché ;
 - c) dans le cas de services connexes, les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes à payer dans le pays de l'Acheteur sur les services connexes en cas d'attribution du Marché ;
 - d) de toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'Offre.
- 34.6 Pour évaluer le montant de l'Offre, l'Acheteur peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'Offre indiqué en application de la clause 14 des IS, tels que les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat. Les facteurs retenus, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des Offres, sauf spécification contraire dans la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification. Les facteurs à utiliser et la méthode d'application seront comme indiqué à la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification.
- 34.7 Si l'Offre évaluée la moins-disante est nettement inférieure à l'estimation faite par l'Acheteur, l'Acheteur demandera au Soumissionnaire de fournir le sous-détail des prix pour tout prix des formulaires de prix, aux fins d'établir que ces prix sont compatibles avec la méthodologie, les exigences relatives aux fournitures et l'échéancier proposé. Si une ou plusieurs incohérences sont mises en évidence, l'Offre sera déclarée non conforme et rejetée.
- 35. Comparaison des Offres**
- 35.1 L'Acheteur comparera le Montant évalué des Offres conformes pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres afin de déterminer l'Offre évaluée la moins-disante en application de l'article 34.2 des IS.
- 36. Vérification a posteriori des qualifications du Soumissionnaire**
- 36.1 L'Acheteur s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'Offre évaluée la moins-disante et conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, possède bien les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante stipulées à la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification.
- 36.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du Soumissionnaire et soumises par lui en application de la clause 17 des IS.
- 36.2 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'Offre sera rejetée et l'Acheteur procédera à l'examen de la seconde Offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le

Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.

37. Droit de l'Acheteur d'annuler la procédure et de rejeter toutes les Offres

- 37.1 L'Acheteur se réserve le droit d'annuler la procédure d'Appel d'Offres et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Soumissionnaires. En cas d'annulation, les Offres et les Garanties de soumission seront renvoyées sans délai aux Soumissionnaires.

F. Attribution du Marché

38. Critères d'attribution

- 38.1 Sous réserve des dispositions de l'article 37.1, l'Acheteur attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre aura été évaluée la moins-disante et jugée conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

39. Droit de l'Acheteur de modifier les quantités au moment de l'attribution du Marché

- 39.1 Au moment de l'attribution du Marché, l'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité de fournitures et de services connexes initialement spécifiée à la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, pour autant que ce changement n'excède pas les pourcentages indiqués dans les **DPAO**, et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'Offre et des Documents d'Appel d'Offres.

40. Notification de l'attribution du Marché

- 40.1 Avant l'expiration du délai de validité des Offres, l'Acheteur notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son Offre a été retenue. La lettre de notification à laquelle il est fait référence ci-après et dans le Marché sous l'intitulé « Lettre de Marché » comportera le montant que l'Acheteur devra régler au Fournisseur pour l'exécution du Marché, montant auquel il est fait référence ci-après et dans les documents contractuels sous le terme de « Prix du Marché ». L'Acheteur notifiera simultanément aux autres Soumissionnaires le résultat de l'Appel d'Offres.
- 40.2 Jusqu'à la signature et l'approbation du Marché, la Notification d'attribution constituera l'engagement réciproque de l'Acheteur et de l'Attributaire.
- 40.3 L'Acheteur répondra rapidement par écrit à tout Soumissionnaire ayant présenté une Offre infructueuse qui, après la notification des résultats par l'Acheteur selon les dispositions de la clause 40.1, aura présenté par écrit à l'Acheteur une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son Offre n'a pas été retenue.

41. Signature du Marché

- 41.1 Dans les meilleurs délais après la Notification d'attribution, l'Acheteur enverra au Soumissionnaire retenu l'Acte d'engagement.
- 41.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l'Acte d'Engagement le Soumissionnaire retenu le renverra à l'Acheteur après l'avoir daté et signé.

- 41.3 Nonobstant les dispositions de l'article 41.2 des IS, si la signature de l'Acte d'engagement est empêchée par toute restriction d'exportation imputable à l'Acheteur, vers le pays de l'Acheteur, ou à l'usage des biens ou produits, systèmes ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d'exportation résultent de l'application de la réglementation du commerce d'un pays qui fournit ces biens ou produits, systèmes ou services, le Soumissionnaire ne sera pas lié par son Offre. Cependant ceci est à la condition expresse que le Soumissionnaire soit en mesure de démontrer, à la satisfaction de l'Acheteur et de l'AFD, que la signature de l'Acte d'engagement n'a pas été empêchée pour une cause imputable au Soumissionnaire, pour cause de retard dans la mise en œuvre de formalités, y compris l'obtention de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à l'exportation des biens ou produits, systèmes ou services dans le cadre des dispositions du Marché.
- 42. Garantie de bonne exécution**
- 42.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification de l'attribution du Marché effectuée par l'Acheteur, le Soumissionnaire retenu devra fournir la Garantie de bonne exécution, conformément au CCAG, en utilisant le Formulaire de Garantie de bonne exécution figurant à la Section X, Formulaire du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par l'Acheteur. Un organisme de caution ou une compagnie d'assurance situé en dehors du Pays de l'Acheteur devra avoir un correspondant dans le Pays de l'Acheteur afin de permettre de saisir la caution, le cas échéant.
- 42.2 Si l'attributaire ne fournit pas la Garantie de bonne exécution ainsi que mentionné ci-dessus, ou s'il ne signe pas l'Acte d'engagement, l'Acheteur aura la faculté d'annuler l'attribution du Marché et de saisir la Garantie de Soumission ou de mettre en œuvre la Déclaration de Garantie de Soumission, auquel cas l'Acheteur attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre est jugée conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres et évaluée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications requises pour exécuter le Marché.

Section II. Données particulières de l'Appel d'Offres

A. Introduction	
IS 1.1	Numéro de l'avis d'Appel d'Offres : N°...../CPMP/MS/2026
IS 1.1	Nom de l'Acheteur : Ministère de la santé
IS 1.1	Nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AOI : Lot unique
IS 2.1	Nom du projet : Projet d'amélioration de la santé maternelle et néonatale « Kechwa Assaba -CMR 1188 01H»
B. Documents d'Appel d'Offres	
IS 7.1	Afin d'obtenir des clarifications uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante : La Cellule de suivi des travaux de construction du nouveau siège du CNTS, sise au 3^e étage du bâtiment de la SNIM, en face de la BMCI. Ville : Nouakchott Pays : Mauritanie Numéro de téléphone : +222 22 24 38 44 Adresse électronique : med.khatry@sante.gov.mr / med.khatry@yahoo.fr
C. Préparation des Offres	
IS 10.1	La langue de l'Offre est : français Toute correspondance sera échangée en français. La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Soumissionnaire sera le français.
IS 11.1	Le Candidat devra joindre à son offre les autres documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un certificat de marquage CE pour chaque équipement proposé, ➤ Une preuve de la disponibilité à la date limite de soumission des Offres, d'un service après-vente et de pièces détachées implanté en Mauritanie depuis au moins 6 mois, ➤ Les attestations administratives en cours de validité de la CNSS, des Impôts pour les soumissionnaires nationaux, ➤ Les soumissionnaires étrangers présenteront les pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Une attestation de non faillite, - Une inscription au registre du commerce.
IS 13.1	Les variantes ne seront pas autorisées.
IS 14.5	Les prix proposés par le Soumissionnaire seront fermes.
IS 14.6	Le prix indiqué devra correspondre au minimum à 100% pourcent des articles. Le prix indiqué pour chaque article devra correspondre au minimum à 100 % de la quantité requise pour cet article.
IS 14.7	Le prix proposé devra être formulé en condition CIP /Nouveau siège du CNTS à Nouakchott

IS 14.8 (b) (i)	Lieu de destination convenu : La livraison doit se faire dans le nouveau siège du CNTS à Nouakchott à coté de Ancien Hôpital Sabah, Avenue Gamal Abdel Nasser Nouakchott, Mauritanie
IS 14.8 (b) (ii)	Les prix proposés doivent être exprimés hors taxes (HT).
IS 15.1	Les prix seront libellés en : Ouguiyas
IS 16.4	Période de fonctionnement prévue pour les fournitures (en vue d'établir les besoins en pièces de rechange) : 04 ans
IS 17.2(a)	<p>L 'Autorisation du Fabriquant est requise pour les équipements ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Automate d'analyse d'immuno-hématologie (groupage sanguin), • Automate de sérologie (marqueurs infectieux), • Automate de biochimie, • Analyseur d'hématologie, • Congélateur de plasma -80 °C, • Connecteur de poche de sang stérile, • Agitateur de plaquettes avec enceinte, • Centrifugeuses réfrigérées pour poche de sang, • Chambre froide.
IS 17.2 (b)	<p>Un service après-vente requis : Le soumissionnaire devra obligatoirement assurer un service après-vente (SAV) pour les équipements fournis dans le cadre du présent marché.</p> <p>À ce titre, il devra démontrer, sous peine de rejet de son offre, qu'il dispose des capacités nécessaires pour assurer ce service, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la disponibilité d'un atelier opérationnel à Nouakchott ; - la présence d'un personnel qualifié pour les opérations de maintenance et de réparation ; - l'existence d'un stock suffisant de pièces de rechange permettant d'assurer la continuité du service. <p>Le soumissionnaire devra joindre à son offre toutes pièces justificatives attestant de ces capacités (documents administratifs, photos, contrats de travail, inventaires de stock, etc.).</p> <p>Dans le cadre de l'évaluation des offres, l'Autorité contractante se réserve le droit d'organiser une visite des installations déclarées afin de vérifier l'existence et la conformité des moyens annoncés. Toute non-conformité constatée pourra entraîner le rejet de l'offre.</p> <p><u>NB : Le soumissionnaire doit fournir obligatoirement une preuve d'agrément délivrée par le fabricant, l'habilitant en qualité de distributeur agréé. Cette preuve doit attester de sa capacité à assurer la commercialisation, l'installation, la maintenance des équipements, ainsi que la fourniture des réactifs et consommables associés, pour les équipements suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Automate de sérologie (marqueurs infectieux) ;</u> • <u>Automate d'analyse d'immuno-hématologie (groupage sanguin).</u> <p><u>Toute offre ne comportant pas cette preuve d'agrément pourra être rejetée.</u></p>
IS 18.1	La période de validité de l'offre sera de 90 jours.

IS 18.3 (a)	Dans le cas où le marché ne serait pas notifié pendant la période de validité de l'offre, une actualisation du montant de l'offre pourra être appliquée à hauteur de 0,1 % par mois de dépassement. Toutefois, cette actualisation ne pourra excéder un plafond global de 5 % du montant initial de l'offre.
IS 19.1	Les offres doivent être accompagnées d'une garantie bancaire de soumission d'un montant de : Huit Cent Mille Ouguiyas (800 000 MRU). Cette garantie devra rester valide pour une durée minimale de cent vingt (120) jours à compter de la date d'ouverture des plis.
IS 19.3 d)	Autres types de garanties acceptables : Néant
IS 20.1	Outre l'original de l'Offre, le nombre de copies demandé est de : 04
IS 20.2	La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en : un pouvoir de l'autorité compétente établi au nom du signataire de l'Offre
D. Remise des Offres et ouverture des plis	
IS 22.1	<p>Aux fins de remise des Offres, uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante :</p> <p>Locaux de la Commission de Passation des Marchés Publics du Ministère de la Santé (CPMP/MS) Ilot ZRB Ilot N° 500, à l'Ouest du Carrefour BANA BLANC à côté de la lunetterie OPTIKO, Nouakchott- Mauritanie.</p> <p>La date et heure limites de remise des Offres sont les suivantes :</p> <p>Date 29/06/2026 Heure :12h:00 GMT</p>
IS 22.1	Les Soumissionnaires n'ont pas l'option de présenter une Offre par voie électronique.
IS 25.1	<p>Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à la salle de réunion de la Commission de Passation des Marchés Publics du Ministère de la Santé (CPMP/MS), Ilot ZRB, lot N° 500, à l'Ouest du Carrefour BANA BLANC à côté de la lunetterie OPTIKO, Nouakchott-Mauritanie. Le 29/06/2026 à 12h30 GMT.</p> <p>Aucun nombre minimum d'Offres n'est requis pour procéder à l'ouverture des Offres.</p>

E. Évaluation et comparaison des Offres	
IS 32.1	<p>La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des Offres exprimées en diverses monnaies aux fins d'évaluation et de comparaison de ces Offres est : Ouguiyas</p> <p>La source du taux de change à employer est : la banque centrale de Mauritanie</p> <p>Et la date de référence est : <u>la date limite de dépôt des offres</u></p>
IS 34.2	<p>L'évaluation sera conduite par Lot.</p> <p>Le prix d'un article mentionné dans le Bordereau des Prix mais non chiffré sera réputé inclus dans le prix des autres articles. Un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'Offre et, en admettant que celle-ci soit conforme, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les Soumissionnaires dont les Offres sont conformes sera ajouté au prix de l'Offre, et le prix total ainsi évalué de l'Offre sera utilisé aux fins de comparaison des Offres.</p>
F. Attribution du Marché	
IS 37.1	<p>L'Acheteur se réserve le droit d'annuler la procédure d'Appel d'Offres et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant l'entrée en vigueur du marché. Cette entrée en vigueur aura lieu après la satisfaction des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Signature du Marché par les deux parties, -Approbation du contrat, -Notification du contrat.
IS 39.1	<p>Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage de : 30%</p> <p>Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage de : 30%</p>
IS 40.2	<p>L'entrée en vigueur constituera l'engagement réciproque de l'Acheteur et de l'Attributaire. Cette entrée en vigueur aura lieu après la satisfaction des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Signature du Marché par les deux parties, -Approbation du contrat, -Notification du contrat.

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que l'Acheteur utilisera pour évaluer les Offres et s'assurer qu'un Soumissionnaire possède les qualifications requises. Aucun autre facteur, méthode ou critère ne sera utilisé.

1. Qualification (IS 36)

Après avoir déterminé l'offre la moins-disante suivant les dispositions de la clause 35.1 des IS, l'Acheteur vérifiera que le Soumissionnaire est qualifié suivant les dispositions de la clause 36 des IS, en utilisant exclusivement les facteurs, méthodes et critères spécifiés ci-après. Aucun facteur qui n'est pas défini dans cette section ne pourra être utilisé pour l'évaluation de la qualification du Soumissionnaire.

<i>Objet</i>	1. Éligibilité						
	Spécification de conformité					Documentation Requisite	
	Critère	Soumissionnaire					
		Entité unique	Groupement d'entreprises				
Toutes Parties Combinées			Chaque membre	Un membre			
1.1 Nationalité	Conforme à l'article 4.3 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaires ELI –1.1 et 1.2, avec pièces jointes	
1.2 Conflit d'intérêts	Pas de conflit d'intérêts selon l'article 4.2 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire de Soumission	
1.3 Éligibilité au financement de l'AFD	Ne pas être en situation d'inéligibilité, tel que décrite à l'article 4.3 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Déclaration d'Intégrité (annexe au Formulaire de Soumission)	
1.4 Entreprise publique	Conforme à l'article 4.3 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaires ELI -1.1 et 1.2, avec pièces jointes	

<i>Objet</i>	2. Antécédents en matière de non-exécution de marché					
	Critère	Soumissionnaire				Documentation Requisite
		Entité unique	Groupement d'entreprises		Un membre	
			Toutes Parties Combinées	Chaque Membre		
2.1 Antécédents de non-exécution de marché	Pas de résiliation de marché prononcée aux torts exclusifs du Soumissionnaire au cours des 5 (cinq) dernières années ¹ .	Doit satisfaire au critère ²⁰ .	Doit satisfaire au critère.	Doit satisfaire au critère ² .	Sans objet	Formulaire ANT - 2
2.2 Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de Garantie de Soumission ou du retrait de l'Offre au cours son délai de validité	Ne pas faire l'objet d'exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de Garantie de Soumission conformément à l'article 4.4 des IS ou du retrait d'une Offre conformément à l'article 19.9 des IS.	Doit satisfaire au critère.	Doit satisfaire au critère.	Doit satisfaire au critère.	Sans objet	Formulaire de Soumission
1.3 Litiges en instance	L'ensemble des litiges en instance ne doit pas représenter un total supérieur à 100% (cent pour cent) du montant total des fonds propres, dans l'hypothèse où l'ensemble des litiges en cours serait tranché à l'encontre du Soumissionnaire.	Doit satisfaire au critère.	Sans objet	Doit satisfaire au critère.	Sans objet	Formulaire ANT - 2

¹ Un marché sera considéré en défaut d'exécution lorsque sa résiliation n'a pas été contestée par l'Entrepreneur, y compris par recours au mécanisme de règlement des litiges prévu au marché en question, ou lorsqu'il a fait l'objet d'une contestation par l'Entrepreneur mais qu'une décision de justice a confirmé la résiliation aux torts exclusifs de l'Entrepreneur. Le défaut d'exécution ne comprend pas le cas des marchés contestés pour lesquels une décision de justice a infirmé la résiliation aux torts exclusifs de l'Entrepreneur.

² Ce critère s'applique également aux marchés exécutés par le Soumissionnaire en tant que membre d'un Groupement.

<i>Objet</i>	3. Situation et Performance Financières					
	Spécification de conformité					Documentation Requisite
	Critère	Soumissionnaire				
		Entité unique	Groupement d'entreprises			
Toutes Parties Combinées			Chaque membre	Un membre		
3.1 Capacité financière	Soumission de bilans vérifiés ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par l'Acheteur pour les trois dernières années démontrant la solvabilité actuelle du Soumissionnaire, basée sur les critères suivants : a) Ratio de liquidité ≥ 1.1 <i>((Actifs circulants) / (Dettes à court terme) ≥ 1.1)</i> b) Ratio d'endettement $\leq 80\%$ <i>(total du Passif) x 100 / (total des Actifs) $\leq 80\%$</i>	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire FIN-3.1 avec pièces jointes
3.2 Chiffre d'affaires annuel moyen	Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen, au cours des trois (03) dernières années, d'au moins quarante-cinq millions (45 000 000) d'ouguiyas MRU.calculé de la manière suivante : le total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours et/ou achevés au cours des trois dernières années divisées par trois.	Doit satisfaire au critère	Doivent satisfaire au critère	Doit satisfaire à vingt-cinq pour cent (25%) de la spécification	Doit satisfaire à quarante pour cent (40%) de la spécification	Formulaire FIN - 3.2

<i>Objet</i>	4. Expérience					
	Spécification de conformité				Documentation Requisite	
	Critère	Soumissionnaire				
		Entité unique	Groupement d'entreprises			
Toutes Parties Combinées			Chaque membre	Un membre		

<p>4.1 Expérience générale</p>	<p>Un nombre minimum de marchés similaires³ spécifiés ci-dessous qui ont été menés de manière satisfaisante et achevés pour l'essentiel⁴ à titre de Fournisseur ou de membre de groupement⁵, entre le 1^{er} janvier 2020 et les délais de soumission des offres : Un marché similaire s'entend comme un marché de fourniture d'équipements médicaux comprenant au moins une partie des équipements de laboratoire utilisés pour la transfusion sanguine, tels que : centrifugeuses réfrigérées pour poches de sang, automates d'immunoanalyse, automates d'immuno-hématologie, agitateurs de Kline, automates de biochimie, soudeuses électriques de poches de sang ou réfrigérateurs à -80 °C.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir des justificatifs composés d'une copie du contrat accompagnée d'une attestation de bonne exécution et le procès-verbal de réception montrant clairement que ces équipements incluaient du matériel destiné à la transfusion sanguine.</p> <p>Le montant minimum de ce marché doit être de trente millions (30 000 000) d'ouguiyas.</p>	<p>Doit satisfaire au critère</p>	<p>Doit satisfaire au critère⁶</p>	<p>Sans objet</p>	<p>Sans objet</p>	<p>Formulaire EXP – 4.1</p>
---------------------------------------	---	-----------------------------------	---	-------------------	-------------------	-----------------------------

<i>Objet</i>	4. Expérience						
	Spécification de conformité					Documentation Requise	
	Critère	Soumissionnaire					
		Entité unique	Groupement d'entreprises				Un membre
Toutes Parties Combinées			Chaque membre				
4.2. Expérience spécifique	Le soumissionnaire doit démontrer, sous peine de rejet de son offre, qu'il dispose des capacités nécessaires pour assurer un service après vente, notamment : - la disponibilité d'un atelier opérationnel à Nouakchott ; - la présence d'un personnel qualifié pour les opérations de maintenance et de réparation ; - l'existence d'un stock suffisant de pièces de rechange permettant d'assurer la continuité du service.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	<p>Pièces justificatives : Le soumissionnaire devra joindre à son offre :</p> <p>-La preuve d'agrément délivrée par le fabricant, l'habilitant en qualité de distributeur agréé pour commercialisation, installation, maintenance ainsi que la fourniture des réactifs et consommables associés, pour les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Automate de sérologie (marqueurs infectieux) ; ▪ Automate d'analyse d'immuno- 	

³ La similarité sera établie en fonction de la taille physique, de la complexité, des méthodes/technologies et/ou d'autres caractéristiques décrites dans la Section VII - Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques. L'agrégation d'un nombre de marchés de montant inférieur pour atteindre le chiffre du montant requis ne sera pas considérée comme une conformité pour l'essentiel au titre de ce critère.

⁴ Par achèvement pour l'essentiel, on entend un achèvement à 80% ou plus du Marché.

⁵ Lorsque le Soumissionnaire a participé en tant que membre d'un groupement au titre de ce critère, seule la part spécifique du Soumissionnaire et non celle du groupement devra être prise en considération.

⁶ Dans le cas d'un groupement, les montants des marchés achevés par chaque membre ne peuvent être combinés pour déterminer si le montant minimum requis pour un seul marché au titre de ce critère est atteint. De la même manière que pour l'entité unique, chaque marché exécuté par chaque membre présenté au titre de ce critère doit satisfaire au montant minimum par marché requis. Afin de déterminer si le groupement répond au critère de qualification, seul le nombre de de marchés achevés par tous les membres, chaque marché étant équivalent au montant minimum requis, peut être agrégé.

<i>Objet</i>	4. Expérience						
	Spécification de conformité					Documentation Requisite	
	Critère	Soumissionnaire					
		Entité unique	Groupement d'entreprises				Un membre
Toutes Parties Combinées			Chaque membre				
						<p>hématologie (groupage sanguin).</p> <p>-Toutes pièces justificatives attestant de ces capacités (documents administratifs, CVs du personnel et leurs diplômes photos, contrats de travail, inventaires de stock, etc.).</p> <p>NB : Dans le cadre de l'évaluation des offres, l'Autorité contractante se réserve le droit d'organiser une visite des installations déclarées afin de vérifier l'existence et la conformité des moyens annoncés. Toute non-conformité constatée pourra entraîner le rejet de l'offre.</p>	

Section IV. Formulaires de Soumission

Liste des formulaires

Formulaire de Soumission	38
Formulaire ELI – 1.1 : Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire	44
Formulaire ELI – 1.2 : Fiche de renseignements sur chaque Partie d'un GE.....	45
Formulaire ANT-2 : Antécédents de marchés non exécutés, de litiges en instance et d'antécédents de litiges	46
Formulaire FIN – 3.1 : Situation et Performance financières.....	48
Formulaire FIN – 3.2: Chiffre d'affaires annuel moyen.....	50
Formulaire EXP – 4.1: Expérience	51
Formulaires de Prix.....	52
Formulaire de prix des Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, à importer	53
Formulaire de prix des Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, déjà importées.....	54
Formulaire de prix des Fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur.....	55
Formulaire de prix et calendrier d'exécution des services connexes.....	56
Formulaire de Garantie de Soumission (garantie bancaire)	57
Formulaire de Déclaration de Garantie de Soumission	Erreur ! Signet non défini.
Modèle d'Autorisation du Fabricant	58

Formulaire de Soumission

[Le Soumissionnaire doit remplir ce Formulaire sur papier en-tête portant ses nom et adresse]

Date : _____

AOI No. : _____

Avis d'Appel d'Offres No. : _____

Variante No. : _____

À : _____

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné les Documents d'Appel d'Offres, y compris l'additif/ les additifs émis conformément à l'article 8 des Instructions aux Soumissionnaires No. : _____ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous n'avons pas de conflit d'intérêt tels que définis à l'article 4.2 des IS ;
- c) Nous n'avons pas été exclus par l'Acheteur sur la base de la mise en œuvre de la Déclaration de Garantie de Soumission telle que prévue à l'article 4.4 des IS ;
- d) Nous proposons de fournir conformément aux Documents d'Appel d'Offres et au calendrier de livraison spécifié dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, les fournitures et services connexes ci-après : _____
_____ ;
- e) Le prix total de notre Offre, hors rabais offerts à l'alinéa (f) ci-après est :
 - (i) En cas de lot unique, le montant total de l'Offre est de _____
 - (ii) En cas de lots multiples, le montant de chaque lot est de _____
 - (iii) En cas de lots multiples, le montant total de l'ensemble des lots est de _____
- f) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :
Rabais : _____
Méthode de calcul de ces rabais pour déterminer le montant de l'Offre : _____ ;
- g) Notre Offre demeurera valide pendant une période de _____ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des Offres dans les Documents d'Appel d'Offres ; cette Offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- h) Si notre Offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché conformément à la clause 42 des Instructions aux Soumissionnaires ;
- i) Conformément à l'article 4.2(e) des Instructions aux Soumissionnaires, nous ne participons pas, en qualité de Soumissionnaire à plus d'une Offre dans le cadre du présent Appel d'Offres, à l'exception des Offres variantes présentées conformément à l'article 13 des Instructions aux Soumissionnaires ;
- j) Il est entendu que la présente Offre, et votre acceptation écrite de ladite Offre figurant dans la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé ;

- k) nous reconnaissons et acceptons que l'Acheteur se réserve le droit d'annuler la procédure d'Appel d'Offres et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant l'attribution du Marché sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque ;
- l) nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d'assurer qu'aucune personne agissant en notre nom ou pour notre compte ne puisse se livrer à des actions de fraude et corruption.

Nom _____ En tant que _____

Signature _____

Dûment habilité à signer l'Offre pour et au nom de¹ _____

En date du _____ jour de _____

¹ En cas de groupement, inscrire le nom du Groupement. La personne signant l'Offre au nom du Soumissionnaire joindra à l'Offre le Pouvoir confié par le Soumissionnaire.

Annexe au Formulaire de Soumission

Déclaration d'Intégrité, d'Éligibilité et de Responsabilité Environnementale et Sociale

Intitulé de l'offre ou de la proposition : _____ (le "**Marché**"²)

A : _____ (le "**Maître d'Ouvrage**")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"**AFD**") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
 - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 Avoir fait l'objet :
 - a. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - b. D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - c. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;

² Lorsque la présente Déclaration d'Intégrité est requise dans le cadre d'un contrat qui n'est pas qualifiable de « marché » au sens du droit local, le terme « marché(s) » y est dès lors remplacé par le terme « contrat(s) » et les termes « soumissionnaire ou consultant » y sont dès lors remplacés par le terme « candidat ».

- 2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
 - 2.4 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;
 - 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
 - 2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - 2.7 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 3.1) Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.
 - 3.2) Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 3.3) Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
 - 3.4) Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
 - 3.5) Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
 - i. Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché;
 - ii. Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés,

ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
 - 6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
 - 6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
 - 6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
 - 6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
 - 6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.

7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de³ _____

Signature : _____

En date du : _____

³ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire ou du consultant joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire ou le consultant.

Formulaire ELI – 1.1 :

Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire

Date : _____
 N° AOI et titre : _____
 Page _____ de _____ pages

Nom légal du Soumissionnaire :
Dans le cas d'un groupement d'entreprises (GE), nom légal de chaque partie :
Pays où le Soumissionnaire est constitué en société :
Année à laquelle le Soumissionnaire a été constitué en société :
Adresse légale du Soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société :
Renseignements sur le représentant autorisé du Soumissionnaire : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/de télécopie : Adresse électronique :
<p>1. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :</p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée.</p> <p><input type="checkbox"/> Dans le cas d'un GE, l'accord ou la lettre d'intention de former un accord ainsi que le projet d'accord de groupement, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des IS.</p> <p><input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique, tout document complémentaire conformément aux dispositions de l'article 4.3 des IS, documents établissant :</p> <p style="margin-left: 40px;">a) L'autonomie juridique et financière de l'entreprise</p> <p style="margin-left: 40px;">b) Que l'entreprise est régie par les dispositions du droit commercial</p> <p style="margin-left: 40px;">c) Que le Soumissionnaire ne dépend pas de l'Acheteur</p> <p>2. Les documents tels que l'organigramme de l'entreprise, la liste des membres du conseil d'administration et l'actionnariat sont inclus.</p>

Formulaire ELI – 1.2 :

Fiche de renseignements sur chaque Partie d'un GE

[A remplir par chaque membre du GE]

Date : _____

N° AOI et titre : _____

Page _____ de _____ pages

Nom légal du Soumissionnaire :
Nom légal de la partie du GE :
Pays de constitution en société de la partie du GE :
Année de constitution en société de la partie du GE :
Adresse légale de la partie du GE dans le pays de constitution en société :
Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GE : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/télécopie : Adresse électronique :
1. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée. <input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise ou institution publique, documents établissant a) L'autonomie juridique et financière b) Le respect des règles de droit commercial, et c) L'absence de dépendance, conformément aux dispositions de l'article 4.3 des IS. 2. Les documents tels que l'organigramme de l'entreprise, la liste des membres du conseil d'administration et l'actionnariat sont inclus.

Formulaire ANT-2 : Antécédents de marchés non exécutés, de litiges en instance et d'antécédents de litiges

[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Candidat et par chaque partenaire dans le cas d'un GE]

Nom légal du Soumissionnaire : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

ou

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l'AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification			
<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Il n'y a pas eu de marché non exécuté depuis le 1 ^{er} janvier <i>[insérer l'année présente moins 5 ans]</i> stipulé à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 2.1.			
<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Marché(s) non exécuté(s) depuis le 1 ^{er} janvier <i>[insérer l'année présente moins 5 ans]</i> stipulé à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 2.1 :			
Année	Fraction non exécutée du contrat	Identification du contrat	Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et montant équivalent €)
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant et pourcentage]</i>	Identification du marché : <i>[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d'identification]</i> Nom de l'Acheteur : <i>[nom complet]</i> Adresse de l'Acheteur : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Motifs de non-exécution : <i>[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]</i>	

Litiges en instance, en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification			
<input type="checkbox"/> Pas de litige en instance en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 2.3 <input type="checkbox"/> Litige(s) en instance en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 2.3 :			
Année du litige	Montant de la réclamation (monnaie)	Identification du marché	Montant total du marché (monnaie), équivalent en € (taux de change)
<i>[insérer l'année]</i> _____	<i>[indiquer le montant]</i> _____	Identification du marché : <i>[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d'identification]</i> Nom de l'Acheteur : <i>[nom complet]</i> Adresse de l'Acheteur : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Objet du litige : <i>[indiquer les principaux points en litige]</i> Partie au marché qui a initié le litige <i>[préciser « l'Acheteur » ou « l'Entrepreneur »]</i> Instance de règlement : <i>[préciser conciliation, tribunal d'arbitrage ou tribunal judiciaire]</i> Etat présent du litige : <i>[préciser « en cours », ou « réglé », etc.]</i>	<i>[indiquer le montant]</i> _____
_____	_____		_____

Formulaire FIN – 3.1 : Situation et Performance financières

Nom légal du Soumissionnaire : _____ Date : _____
 Nom légal de la partie au GE : _____ N° AOI et titre : _____
 Page _____ de _____ pages

1. Données financières

Données financières en <i>[préciser la monnaie]</i>	Antécédents pour les ____ () dernières années (montant en <i>[préciser la monnaie, le taux de change et le montant]</i> équivalent en €.)				
	Année 1	Année 2	Année 3	Année ...	Année n
Situation financière (Information du bilan)					
Total actif (TA)					
Total passif (TP)					
Fonds Propres (FP)					
Actifs circulants (AC)					
Dettes à court terme (DCT)					
Fonds de Roulement (FR)					
Information des comptes de résultats					
Recettes totales (RT)					
Bénéfices avant impôts (BAI)					
Information sur la capacité de financement					
Capacité de financement générée par les activités opérationnelles					

2. Documents financiers

Le candidat, y compris les parties du GE, fournira les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les [*indiquer le nombre*] années conformément aux dispositions de la Section III. Critères d'évaluation et de qualification, paragraphe 3.1. Les états financiers doivent :

- a) Refléter la situation financière du Soumissionnaire ou de la Partie au GE, et non d'une société affiliée (telle que la maison-mère ou membre d'un groupe)
 - b) Être vérifiés par un expert-comptable agréé conformément à la législation locale
 - c) Être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
 - d) Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)
- On trouvera ci-après les copies des états financiers¹⁰ pour [*insérer le nombre d'années*] années telles que requises ci-dessus et en conformité avec la Section III. Critères d'évaluation et de qualification.

¹⁰ Toute présentation d'états financiers récents portant sur une période plus courte que 12 mois à compter de la date de Soumission doit être justifiée.

Formulaire FIN – 3.2:

Chiffre d'affaires annuel moyen

Nom légal du Soumissionnaire : _____ Date : _____
 Nom légal de la partie au GE : _____ N° AOI et titre : _____
 Page _____ de _____ pages

Données sur le chiffre d'affaires annuel			
Année	Montant Devise	Taux de Change	Equivalent €
<i>[indiquer l'année]</i>	<i>[insérer le montant et indiquer la devise]</i>		
Chiffre d'affaires annuel moyen*			

* Voir Section III. Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 3.2

Formulaire EXP – 4.1:

Expérience

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date : _____

Nom légal de la partie au GE : _____ No. AOI : _____

Page ___ de ___ pages

Numéro de marché similaire : ___ de ___ requis	Renseignements		
Identification du marché			
Date d'attribution			
Date d'achèvement			
Rôle dans le marché			
Montant total du marché		€	
Dans le cas d'une partie à un GE ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	_____ %		€ _____
Nom de l'Acheteur :			
Adresse :			
Numéro de téléphone/télécopie :			
Adresse électronique :			
Description de la similitude conformément aux sous-critères 4.1 de la Section III :			
Montant			
Taille physique			
Complexité			
Méthodes/Technologie			
Autres caractéristiques			

Formulaires de Prix

[Le Soumissionnaire doit remplir tous les espaces en blanc dans les formulaires de prix selon les instructions figurant ci-après. La liste des articles dans la colonne 1 du Bordereau des prix doit être identique à la liste des fournitures et services connexes fournie par l'Acheteur dans la Section VII.]

Formulaire de prix des Fournitures fabriquées en dehors du pays de importer

		(Offres du Groupe C, fournitures à importer) Monnaie de l'Offre en conformité avec la clause 15 des IS				Date : _____ AOI No : _____ Avis d'Appel d'Offre : _____ Variante No : _____ Page _____ de _____
1	2	3	4	5	6	7
Article No.	Description des Fournitures	Pays d'origine	Date de livraison au lieu de destination convenu	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire CIP [insérer le lieu de destination convenu] en conformité avec IS 14.8(b)(i)	Taxes de vente et autres taxes à payer si le Marché est attribué avec IS 14.8(b) (ii)
<i>[insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification de la fourniture]</i>	<i>[insérer le pays d'origine]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire CIP par article]</i>	<i>[insérer, par article, les taxes et autres taxes dues si le Marché est attribué]</i>

Prix total

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

Formulaire de prix des Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, déjà importées

(Offres du Groupe C, fournitures déjà importées)							Date : _____	
Monnaie de l'Offre en conformité avec la clause 15 des IS							AOI No : _____	
							Avis d'Appel d'Offres No : _____	
							Variante No : _____	
							Page _____ de _____	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Article No.	Description des Fournitures	Pays d'origine	Date de livraison au lieu de destination convenu	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire CIP à l'exclusion des droits de douanes et taxes d'importations en conformité avec IS 14.8(c) (i)	Droits de douanes et taxes d'importations par unité en conformité avec IS 14.8(c) (ii) (documents justificatifs à fournir)	Taxes de vente et autres taxes payées ou à payer si le marché est attribué (en conformité avec IS 14.8(c) (iii))	Prix total par article (col 5x6)
<i>[insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification de la fourniture]</i>	<i>[insérer le pays d'origine]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire pour l'article]</i>	<i>[insérer le montant des droits de douanes et taxes d'importations par unité pour l'article]</i>	<i>[insérer le montant total par article des taxes de vente et autres taxes payées ou à payer si le marché est attribué]</i>	<i>[insérer le prix total pour l'article]</i>
							Prix total	<i>[insérer le prix total]</i>

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

Formulaire de prix des Fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur

Pays de l'Acheteur : _____		(Offres du Groupe A et B) Monnaie de l'Offre en conformité avec la clause 15 des IS				Date : _____ AOI No : _____ Avis d'Appel d'Offres No : _____ Variante No : _____ Page _____ de _____	
1	2	3	4	5	6 *	7	8
Article No.	Description des Fournitures	Date de livraison au lieu de destination convenu	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire CIP	Coût de la main d'œuvre locale, de la matière première et des composants du pays d'origine de l'Acheteur (% de la Col. 5)	Taxes de vente et autres taxes payables par article si le Marché est attribué (conformément à l'article 14.8(a)(ii) des IS)	Prix total par article (Col.4x5)
<i>[insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification de la fourniture]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire CIP]</i>	<i>[insérer le montant total CIP par article]</i>	<i>[insérer le montant des taxes de vente et autres taxes payables par article si le Marché est attribué]</i>	<i>[insérer le prix total pour l'article]</i>
* Uniquement si la préférence nationale est applicable						Prix total	<i>[insérer le prix total]</i>

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

Formulaire de prix et calendrier d'exécution des services connexes

Monnaie de l'Offre en conformité avec la clause 15 des IS					Date : _____ AOI No : _____ Avis d'Appel d'Offres No : _____ Variante No : _____ Page _____ de _____		
1	2	3	4	5	6	7	8
Service No.	Description des services (à l'exception du transport terrestre et autres services nécessaires dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les Fournitures vers leur lieu de destination)	Pays d'origine	Date de livraison ou lieu de destination finale	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire net de droits de douanes et taxes en conformité avec IS 14.8(d) (i)	Droits de douanes et autres taxes par service payables si le Marché est attribué (conformément à l'article 14.8(d)(ii) des IS	Prix total par service net de droits de douanes et taxes (col.5 x col.6)
<i>[insérer le No du service]</i>	<i>[Insérer le nom des services]</i>	<i>[insérer le pays d'origine]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte par service]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire par article]</i>	<i>[insérer les droits de douanes et autres taxes d'importations payables si le Marché est attribué]</i>	<i>[insérer le prix total par article]</i>
						Prix total	<i>[insérer le prix total]</i>

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

Formulaire de Garantie de Soumission (garantie bancaire)

AOI No : _____
 Garant _____ [Nom et adresse de l'AFD émettrice et code SWIFT]
 Bénéficiaire : _____ [Insérer le nom et l'adresse de l'Acheteur]
 Date : _____ [Insérer la date d'émission]
 Garantie de Soumission No : _____ [insérer le numéro de référence de la garantie]

Nous avons été informés que _____ [insérer le nom du Soumissionnaire, et en cas de groupement, insérer le nom du groupement (légalement constitué ou en voie de constitution), ou les noms de ses membres] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a soumis ou a l'intention de soumettre au Bénéficiaire une Offre (ci-après dénommée « l'Offre») pour l'exécution de _____ [insérer la description des fournitures et services connexes] et a déposé sa Soumission au titre de l'Appel d'Offres international (AOI) No _____.

Nous comprenons qu'en vertu des conditions du Bénéficiaire, les Offres doivent être accompagnées d'une Garantie de Soumission.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres] à la réception de la première demande présentée par le Bénéficiaire; votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

- a) A retiré son Offre pendant la période de validité de l'Offre qu'il a spécifiée dans le Formulaire de Soumission (« période de validité de l'Offre»), ou pendant toute prolongation de la période de validité de l'Offre qu'il aura accordée ; ou bien
- b) S'étant vu notifier l'acceptation de son Offre par le Bénéficiaire pendant la période de validité de l'Offre ou toute prolongation qu'il aura accordée :
 - Ne signe pas le Marché, s'il est tenu de le faire ; ou
 - Ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux Soumissionnaires (« IS ») des Documents d'Appel d'Offres.

La présente garantie expire :

- (a) Si le marché est attribué au Donneur d'ordre, lorsque nous recevons une copie du marché signé par le Donneur d'ordre et de la garantie de bonne exécution du marché émise au nom du Bénéficiaire, selon les instructions du Donneur d'ordre; ou
- (b) Si le marché n'est pas attribué au Donneur d'ordre, à la première des dates suivantes :
 - La date à laquelle nous recevons copie de la notification du Bénéficiaire au Donneur d'ordre du résultat de l'Appel d'Offres, ou
 - Vingt-huit (28) jours suivant l'expiration du délai de validité de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue au plus tard à cette date et à l'adresse mentionnée ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

_____ [Signature]

Modèle d'Autorisation du Fabricant

Date : _____

AOI No : _____

Avis d'Appel d'Offres No : _____

Variante No : _____

A: *[nom de l'Acheteur]*

ATTENDU QUE :

[nom du Fabricant] sommes fabricant réputé de *[nom et/ou description des fournitures]* ayant nos usines *[adresse de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[nom et adresse de l'Agent]* à présenter une Offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour les fournitures suivantes fabriquées par nous : *[insérer le nom et le descriptif des fournitures]*.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 28 du Cahier des Clauses générales pour les fournitures offertes par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

[signature pour et au nom du Fabriquant]

[Note: La présente lettre doit être présentée sur entête de lettre du Fabriquant et signée par une personne dûment habilitée pour engager légalement le Fabricant. Elle doit être incluse dans l'Offre du Soumissionnaire, si cela est demandé dans les DPAO.]

Section V. Critères d'éligibilité

Eligibilité en matière de passation des marchés financés par l'AFD :

1. Les financements octroyés par l'AFD sont totalement déliés depuis le 1er janvier 2002. A l'exception des cas d'embargo des Nations-Unies, de l'Union Européenne, ou de la France, l'AFD finance tous marchés de travaux, fournitures, équipements, prestations intellectuelles (consultants) et autres prestations de services, sans considération de la nationalité de l'attributaire (ni de celle de ses fournisseurs ou sous-traitants), de l'origine des intrants ou ressources utilisés dans le processus de réalisation.
2. Ne peuvent être attributaires d'un marché financé par l'AFD les candidats (y compris leurs fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants éventuels ainsi que tous les membres d'un groupement) qui, à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d'une proposition ou lors de l'attribution du marché :
 - 2.1 Sont en état ou font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 ont fait l'objet :
 - a. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du présent marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires que les candidats jugeront utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;
 - b. d'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel le candidat est établi, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires que les candidats jugeront utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;
 - c. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
 - 2.3 Figurent sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
 - 2.4 ont fait l'objet d'une résiliation prononcée à leurs torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de leur part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à leurs torts exclusifs ;
 - 2.5 n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où le candidat est établi ou celles du pays de l'Acheteur ;
 - 2.6 Sont sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et

figurent à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr>, sous réserve d'informations complémentaires que les candidats jugeront utiles de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;

- 2.7 ont produit de faux documents ou se sont rendus coupables de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par l'Acheteur dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du marché.
3. Les établissements et entreprises publics sont admis à participer à une procédure de mise en concurrence à la condition qu'ils puissent établir (i) qu'ils jouissent de l'autonomie juridique et financière, et (ii) qu'ils sont régis par les règles du droit commercial. A cette fin, les établissements et entreprises publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d'établir, à la satisfaction de l'AFD, (i) qu'ils ont une personnalité juridique distincte de celle de leur État, (ii) qu'ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu'ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu'en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à leur État, qu'ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l'objet d'une procédure de faillite.

Section VI. Règles de l'AFD : Pratiques frauduleuses et de corruption – Responsabilité Environnementale et Sociale

1 Pratiques frauduleuses et de corruption

L'Acheteur, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent respecter les règles d'éthique les plus rigoureuses durant la passation et l'exécution des marchés.

En signant la Déclaration d'Intégrité, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants déclarent (i) qu'il n'ont commis aucun acte susceptible d'influencer le processus d'attribution du marché au détriment de l'Acheteur et notamment qu'aucune pratique anticoncurrentielle n'est intervenue et n'interviendra et que (ii) la négociation, la passation et l'exécution du Contrat n'a pas donné et ne donnera pas lieu à un acte de corruption ou de fraude.

L'AFD requiert que les documents de passation de marchés et les marchés qu'elle finance contiennent une disposition requérant des fournisseurs, consultants, entrepreneurs et de leurs sous-traitants qu'ils autorisent l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs au processus de passation et à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

L'AFD se réserve le droit de prendre toute action appropriée afin de s'assurer du respect de ces règles d'éthique, notamment le droit de :

- a) Rejeter la proposition d'attribution d'un marché si elle établit que le soumissionnaire ou le consultant auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des fraudes ou des pratiques anticoncurrentielles en vue de l'obtention de ce marché ;
- b) Déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Acheteur, des fournisseurs, consultants, entrepreneurs ou de leurs sous-traitants se sont livrés à la corruption, à des fraudes, ou à des pratiques anticoncurrentielles pendant le processus de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Acheteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de l'AFD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer l'AFD lorsqu'il a eu connaissance de telles manœuvres.

Aux fins d'application de la présente disposition, l'AFD définit comme suit les expressions suivantes :

- a) La Corruption d'Agent Public est :
 - Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles ;
 - Le fait pour un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

- b) La notion d'Agent Public inclut :
- Toute personne physique qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire (au sein de l'État de l'Acheteur), indépendamment du fait que cette personne physique ait été nommée ou élue, indépendamment du caractère permanent ou provisoire de son mandat, qu'il soit rémunéré ou non, et indépendamment de sa position et du niveau hiérarchique qu'elle occupe ;
 - Toute autre personne physique qui exerce une fonction publique, y compris pour une institution d'État ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public ;
 - Toute autre personne physique définie comme agent public par la législation nationale du pays du Maître d'Ouvrage.
- c) La Corruption de Personne Privée désigne :
- Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature à toute personne autre qu'un agent public, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin que, en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles, elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte ;
 - Le fait pour toute personne autre qu'un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- d) La Fraude désigne toute manœuvre déloyale (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer des règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- e) Une Pratique Anticoncurrentielle désigne :
- Toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : (i) limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres personnes ; (ii) faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; (iii) limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; ou (iv) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
 - Toute exploitation abusive par une personne ou un groupe de personnes d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci ;
 - Toute offre de prix abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une personne ou l'un de ses produits.

2 Responsabilité Environnementale et Sociale

Afin de promouvoir un développement durable, l'AFD souhaite s'assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent s'engager, sur la base de la Déclaration d'Intégrité, à :

- a) Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le marché, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale

parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement ;

- b) Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) fourni par l'Acheteur.

DEUXIÈME PARTIE
Exigences relatives aux Fournitures

Section VII. Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques

Table des matières

1. Liste des Fournitures et Calendrier de Livraison	66
2. Liste des Services Connexes et Calendrier d’Achèvement.....	70
3. Spécifications Techniques.....	71
4. Inspections et Essais.....	102

1. Liste des Fournitures et Calendrier de Livraison

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Date de Livraison (conformément à Incoterms)		
					Date de Livraison au plus tôt au lieu de destination convenu	Date de Livraison au plus tard au lieu de destination convenu	Date de Livraison au lieu de destination convenu proposée par le Soumissionnaire [à communiquer par le Soumissionnaire]
FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX AU PROFIT DU CNTS DE NOUAKCHOTT							
01	Tabouret de laboratoire	40	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
02	Balance pèse-personne	6	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
03	Balance pèse-personne à colonne	2	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
04	Fauteuil de prélèvement	12	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
05	Agitateur de plaquettes avec enceinte	3	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
06	Centrifugeuses réfrigérées de poche de sang	4	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
07	Balance pèse-poche de sang	3	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
08	Automate d'analyse d'Immuno-Hématologie (groupage sanguin)	2	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
09	Automate d'analyse de sérologie (marqueurs infectieux)	2	U	CNTS-Nouakchott	30 Jours	60 Jours	

10	Micropipette réglable 10-100µl	4	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
11	Micropipette réglable 2-200µl	4	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
12	Micropipette réglable de 5-50µl	6	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
13	Micropipette réglable 100 - 1000µl	6	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
14	Micropipette fixe 100µl	6	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
15	Micropipette fixe 200µl	6	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
16	Micropipette fixe 1000µl	6	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
17	Micropipettes multicanaux réglables 5-100 µl	8	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
18	Micropipettes multicanaux réglables 30-300 µl	8	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
19	Lit de consultation médicale	3	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
20	Stéthoscopes	7	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
21	Tambour à coton	9	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
22	Agitateurs de microplaques (oscillateurs)	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
23	Plaque d'opaline	7	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
24	Rhésuscope	4	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
25	Réfrigérateur 2°C à 8°C pour les réactifs (500 ml)	7	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
26	Distillateur d'eau	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	

27	Agitateur de Kline	1	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
28	Eprouvettes graduées 100ml	1	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
29	Eprouvettes graduées : 1000ml	1	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
30	Réfrigérateurs type banques de sang 2 à 8°C (120 poches)	6	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
31	Réfrigérateur type banque de sang (210 poches)	1	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
32	Lecteur de microplaque chaîne ELISA + imprimante	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
33	Laveur de microplaque automatique et programmable pour analyse immuno enzymatique	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
34	Incubateur de microplaque chaîne ELISA :	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
35	Automate de biochimie : 30 positions réfrigérées par des bouteilles de réactifs de 20 et 50 mL Système de réfrigération avec interrupteur indépendant de l'analyseur	1	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
36	Analyseur d'hématologie 26 paramètres	1	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
37	Chariot porte matériel de laboratoire	15	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
38	Tensiomètres mural grand cadran	15	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
39	Table pour peser les poches	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
40	Appareil à hémostase	1	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
41	Potence/Pied à sérum	10	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	

42	Réfrigérateur domestique	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
43	Soudeuses de poches de sang électriques	16	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
44	Centrifugeuses de paillasse 16 tubes	6	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
45	Congélateur à -80°C pour le plasma	3	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
46	Presse-poches de sang manuelle	6	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
47	Agitateurs limiteurs de poches de sang	16	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
48	Connecteur de poche de sang stérile	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
49	Bain-marie de 37°C avec agitation pour plasma	4	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
50	Chambre froide livrable petit model	2	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	
51	Chambre froide livrable grand model	1	U	CNTS- Nouakchott	30 Jours	60 Jours	

2. Liste des Services Connexes et Calendrier d'Achèvement

Service	Description du Service	Quantité	Unité de Mesure	Endroit où les services seront effectués	Date(s) d'Achèvement des Services
01	L'installation et la mise en service de l'ensemble des équipements, ainsi que la formation pratique des utilisateurs du Centre. Il inclut également la fourniture des kits de démarrage nécessaires au bon fonctionnement de tout équipement requérant une mise en service initiale.	01	Forfait	CNTS	1 mois à compter de la réception provisoire des équipements
02	La maintenance, des équipements ci-dessous : -Automate d'analyse d'Immuno-hématologie (groupage sanguin), - Automate de sérologie (marqueurs infectieux), - Automate de Biochimie, - Analyseur d'hématologie, -Congélateur de plasma -80°C, -Connecteur de poche de sang stérile, -Agitateur de plaquette avec enceinte, -Centrifugeuses réfrigérées de poche de sang, -Chambre froide.	01	Forfait	CNTS	Une année à compter de la réception provisoire
03	Assurer la formation de deux techniciens et d'un ingénieur biomédical du centre à la maintenance préventive et curative des équipements livrés, ainsi que l'encadrement de cette équipe lors des interventions, en les impliquant directement dans les travaux de maintenance.	01	Forfait	CNTS	Une année à compter de la réception provisoire

3. Spécifications Techniques

Article numéro	Spécifications requises	Spécifications proposées	Notes, remarques	Notes du comité d'évaluation
FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX AU PROFIT DU CNTS DE NOUAKCHOTT				
01	<p>Tabouret de laboratoire</p> <p>Le tabouret doit répondre aux spécifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur réglable comprise entre :50-70 cm - Hauteur du dossier au moins 22 cm - Assise avec un diamètre d'au moins 33 cm avec une épaisseur de 6,5 cm. - Le revêtement du siège doit être lavable, classé non-feu M1. - Capacité de charge : 120 kg <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en langue française ; o Certificat du marquage CE 			
02	<p>Balance pèse-personne</p> <p>La balance pèse-personne doit avoir les spécifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité : 150 kg - Graduation : 500 g - Dimensions : - Hors tout : 295 x 910 x 500 mm - Plateforme : 310 x 78 x 324 mm - Hauteur colonne : 80 cm - Cadran diamètre : 29 cm - Dimension des chiffres : 2 cm - Poids : 6,9 k <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en langue française ; o Certificat du marquage CE 			
03	<p>Balance pèse-personne à colonne</p> <p>La balance pèse-personne doit avoir les spécifications suivantes :</p>			

	<ul style="list-style-type: none"> - Matière du plateau : Acier - Portée maximale : 250 kg - Précision : 0,1 kg - Dimensions plateforme de pesée (L × P × H) : 365 × 360 × 80 mm - Temps de chargement des piles : 20 heures - Autonomie des piles sans rétroéclairage : 40 heures - Batterie : En option - Poids net : 11,56 kg <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en langue française ; ○ Certificat du marquage Cey ○ Certificat de commercialisation en CE 			
04	<p>Fauteuil de prélèvement de sang</p> <p>Tous les fauteuils de prélèvement doivent être la même couleur et avoir les spécifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Structure en bois dur ou en acier chromé, entièrement revêtu de plastique lavable, - Couleur gris foncé, vert foncé ou bleu foncé - Commande d'inclinaison permettant un passage en douceur de la position assise à la position allongée - Support de chaque côté pour loger les accessoires - Accoudoir amovible garantissant le confort de l'opérateur et le bon maintien du bras du donneur - Hauteur de siège supérieur à 60 cm environ - Accoudoirs escamotables pouvant également relevés ou abaissés facilitant l'accès au fauteuil - Repose tête réglable - Un coussin d'assise - Un coussin repose pied - Capacité de charge : 180 kg - Dimension : L 152 cm, H 117 cm - 3 positions verrouillées dont une déclive <p>Document à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice pour l'utilisation ○ Certificat du marquage CE 			
05	<p>Agitateur de plaquettes avec enceinte (Incubateur)</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'agitateur doit répondre aux spécifications techniques suivantes : 			

	<ul style="list-style-type: none"> - L'agitateur doit être livré avec son enceinte - Agitation légère et continue : 72 cycle/mm - Tiroir à sortir, pour des poches avec différentes dimensions - Tiroir conçu pour une circulation d'air optimum - Moteur avec commande par roulement - Ventilateur intégré - Plage de température : 20 à 24°C - Alarme de défaut d'agitation intégrée - Alarme acoustique et optique - Capacités 30-40 poches de concentrés plaquettaires - Enregistrement de température systématique - Electricité : 100-240V 40-50HZ - Incubateur compatible, 1 porte, sur roulette et avec agitation <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en langue française o Certificat du marquage CE 			
06	<p>Centrifugeuses réfrigérées de poche de sang</p> <p>La centrifugeuse réfrigérée doit répondre aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sécurité système anti-balourd, verrouillage automatique pendant le fonctionnement. - Vitesse de rotation horizontale réglable en nombre de t/min - Capacité maximale : 6000ml - Démarrage automatique - Régulateur électronique de la vitesse et de la température - Minuterie intégrée - Affichage de la vitesse - Affichage de la température - Freinage dégressif - Réfrigération par groupe frigorifique - Rotor horizontal à 6 branches - 6 godets spéciaux pour poches à sang - Moteur à induction magnétique <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Le protocole de validation o Le certificat de calibration o Manuel d'utilisation en langue française o Certificat du marquage CE 			

	○ Certificat de commercialisation en CE			
07	<p>Balance pèse-poche de sang</p> <p>La balance doit répondre aux spécifications techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Balance de laboratoire avec plate-forme séparée - Parfaite pour travailler en boîte à gants ou en sorbonne de - Fonction pré tare pour la déduction manuelle d'un poids de récipient connu, utile pour les contrôles de niveaux - Unités de pesée librement programmables, - Indicateur de niveau et vis de nivellement en série pour une mise à niveau exacte de la balance et, donc, des résultats d'une précision extrême - 01 Chambre de protection en série pour les modèles avec plateau de dimensions espace de pesée L×P×H 146×146×80 mm - Housse d'utilisation transparente en série - - Grand écran LCD rétroéclairé, hauteur de chiffres 21 mm - Dimensions surface de pesée L×P 160×160 mm, - Grande illustration · Matériel plateau A plastique, peinture antistatique B inox - Dimensions afficheur L×P×H 165×280×141 mm - Fonctionnement avec piles possible, 9 V bloc non compris dans la livraison, autonomie jusqu'à 12 h, - Fonction AUTO-OFF pour économiser la pile - Dimensions totales, L×P×H, sans chambre de protection 165×280×75 mm - Longueur de câble afficheur env. 1,2 m - Poids net : 1,2 kg - Température ambiante tolérée 5 °-35 °C <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Manuel d'utilisation en langue française ○ Certificat du marquage CE ○ Certificat de commercialisation en CE 			
08	<p>Automate d'Immuno- Hématologie</p> <p>L'automate doit avoir a les spécifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jusqu'à environ 6 heures d'autonomie de fonctionnement (sans intervention technicien) - Stabilité embarquée des réactifs : entre 2 et 15 jours - Une cadence allant jusqu'à plus de 50 groupages ABO-RH-Kell et/ou 85 R.A.I. par heure 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Une capacité de chargement supérieur à 140 échantillons en configuration standard, une autonomie d'environ 200 groupages ABO-RH-Kell ou de 890 R.A.I. - Panel de tests : groupage ABO-RH1, confirmation de groupe, phénotypage RH-Kell, RAI, Epreuve de compatibilité, phénotypage étendu, recherche D faible/variant, test direct à l'antiglobuline. - Support réactionnel pré-distribué ou coaté : anticorps monoclonaux et antiglobuline humaine - Planificateur dynamique, - Chargement continu, - Visualisation en temps réel de la consommation de réactifs et statut des échantillons - Traçabilité complète, échantillons-réactifs-résultats - Gestion informatiquement par l'automate (SIL) - Gestion des urgences permanente - Jusqu'à 96 réactions lues en une seule fois - Gestion complète par codes-barres - Connectivité à l'informatique de laboratoire - Gestion complète des CQI - Distributeur Local pour assurer la maintenance et la disponibilité des réactifs - Dimensions : longueur 145-150cm, largeur 70-80 cm, hauteur 75-80 cm, poids 200-220 kg - Tension : 100-200, 220-240 V <p>NB : Le prix doit comprendre aussi la fourniture d'un kit complet de réactifs de démarrage, indispensable pour assurer la mise en service effective de l'équipement dès son installation.</p> <p>Documents à joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Certificat de Marquage CE de l'appareil et des réactifs, o Certificat de l'OMS pour les réactifs, o Manuel d'utilisation en français o Certificat de commercialisation en CE 			
09	<p>Automate d'immuno-analyse (sérologie infectieuse)</p> <p>Analyseur automatisé qui doit intégrer un pipeteur, un incubateur, un laveur, un lecteur et un système de gestion des données pour les tests immuno-enzymatiques sur microplaques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dosage AG et AC virus Hépatites, HIV etc - Changement continu des échantillons et des réactifs - Configuration variable en fonction de la liste de travail - Identification positive des échantillons et des réactifs - Acceptation des échantillons selon le diamètre et la hauteur (tubes de 5 à 10 ml _ 10-16mm/50-100mm) - Capacité totale entre 120 et 180 échantillons 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité des réactifs : 16 - Capacité des calibrateurs et contrôles : 16 - Plage de lecture : 0 -3.5 OD ; 8 canaux - Linéarité : 0 – 2.0 OD 1% - Précision : 0 – 2.0 OD 2.5% - Filtres optiques : 8 filtres - Types d'embouts : en carbone de 300 – 1100µL (volume 10 – 1000µL) - Capacité de chargement des embouts : 384 embouts (4 x 96) - Détermination du volume pour chaque réactif - Chargement continu et transport des microplaques - Identification positive des microplaques et la détermination du nombre de barrettes - Transport des microplaques du compartiment de dispense au compartiment de traitement - Sécurité de l'aspiration : - Absence totale de contamination - Un dispositif pour les embouts - Capacité automatique du nombre d'embouts demandés - 2 types d'embouts pour une meilleure précision - Incubateur et lecteur : - 3 incubateurs indépendants de température contrôlée (+5°C température ambiante jusqu'à 45°C) - 2 incubateurs de température ambiante - Précision de température : 1.4 °C - Justesse de température : ±1.0°C - Agitation programmable durant l'incubation - Lecture rapide en point final cinétique en mono bi longueur d'onde - Gestion du N° de lot, des dates d'expiration des volumes demandés et des volumes restants - Gestion du contrôle de qualité (Levey Jennings) à différents niveaux de mots de passe - Traçabilité complète de tous les évènements - Résultats activités par lise de travail par échantillon - Archivage des résultats du travail (capacité de plus de 25000 résultats) - Transfert directionnel de la liste de travail et des dossiers de résultats, avec port RS 232, USB2.0 RJ 45 (bidirectionnelle avec format ASTM ou ASCII) - Laveur intégré : - 8 canaux avec double épreuve (aspiration, dispense) - Lavage automatique après chaque plaque - Lavage par barrette 			
--	--	--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation multiples de types différents de microplaque <p>NB : Le prix doit comprendre aussi la fourniture d'un kit complet de réactifs de démarrage, indispensable pour assurer la mise en service effective de l'équipement dès son installation</p> <p>Documents à joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Certificat de Marquage CE de l'appareil et des réactifs, ○ Certificat de l'OMS pour les réactifs, ○ Manuel d'utilisation en français ○ Certificat de commercialisation en CE 			
10	<p>Micropipette réglable 10-100µl</p> <p>La Micropipette doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de démontage / assemblage, par clip; - Mise en place reproductible et correcte; - Éjection avec un minimum d'effort; - Piston souple pour un minimum d'effort de manipulation; - Poids maximum :150 g; - Ajustage: simple et facile; - Maintenance: démontage / assemblage simple et rapide; - Résistance aux UV et autoclavable; - Incrémente: 0,1; - Justesse: $\pm 2,5\%$ à $\pm 0,8\%$; - Répétabilité: 0,7 % à 0,15 %; <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en langue française; ○ Certificat du marquage CE 			
11	<p>Micropipette réglable 2-200µl</p> <p>La micropipette doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de démontage / assemblage, par clip; - Mise en place reproductible et correcte; - Éjection avec un minimum d'effort; - Piston souple pour un minimum d'effort de manipulation - Poids maximum :150 g; - Ajustage: simple et facile - Maintenance: démontage / assemblage simple et rapide; - Résistance aux UV et autoclavable à 121; ° - Incrémente: 0,2µl; 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Justesse: $\pm 1\%$ à $\pm 0,6\%$; - Répétabilité $< 0,3\%$ à $< 0,2 < 0,3\%$ à $< 0,2$; <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en langue française; ○ Certificat du marquage CE 			
12	<p>Micropipette réglable de 5-50μl</p> <p>La micropipette doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de démontage / assemblage, par clip; - Mise en place reproductible et correcte; - Éjection avec un minimum d'effort; - Piston souple pour un minimum d'effort de manipulation; - Poids maximum :150 g; - Ajustage: simple et facile; - Maintenance: démontage / assemblage simple et rapide; - Résistance aux UV et autoclavable à 121°C; - Incrémente: 0,2; - Justesse: $\pm 1\%$ à $\pm 0,6\%$; - Répétabilité: $< 0,3\%$ à $< 0,2\%$; <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en langue française; ○ Certificat du marquage CE 			
13	<p>Micropipette réglable 100 - 1000μl</p> <p>La micropipette doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de démontage / assemblage, par clip; - Mise en place reproductible et correcte; - Éjection avec un minimum d'effort; - Piston souple pour un minimum d'effort de manipulation; - Poids maximum :150 g; - Ajustage: simple et facile; - Maintenance: démontage / assemblage simple et rapide; - Résistance aux UV et autoclavable à 121°C; - Incrémente;0, 2 - justesse $\pm 0,5\%$; <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en langue française; 			

	○ Certificat du marquage CE			
14	<p>Micropipette fixe 100µl</p> <p>La micropipette doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de démontage / assemblage, par clip; - Mise en place reproductible et correcte; - Éjection avec un minimum d'effort; - Piston souple pour un minimum d'effort de manipulation; - Poids maximum :150 g; - Ajustage: simple et facile; - Maintenance: démontage / assemblage simple et rapide; - Résistance aux UV et autoclavable à 121°C; - Incrémente :0,2 - Justesse ± 0,5 %; - / répétabilité < 0,2 %. <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en langue française; ○ Certificat du marquage CE 			
15	<p>Micropipette fixe 200µl</p> <p>La micropipette doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de démontage / assemblage, par clip; - Mise en place reproductible et correcte; - Éjection avec un minimum d'effort; - Piston souple pour un minimum d'effort de manipulation; - Poids maximum :150 g; - Ajustage: simple et facile; - Maintenance: démontage / assemblage simple et rapide; - Résistance aux UV et autoclavable à 121°C; - Incrémente: 0,1; - Justesse ± 0,5 %; - Répétabilité < 0,2 %. <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en langue française ○ Certificat du marquage CE 			
16	<p>Micropipette fixe 1000µl</p> <p>La Micropipette doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p>			

	<ul style="list-style-type: none"> - Système de démontage / assemblage, par clip; - Mise en place reproductible et correcte - Éjection avec un minimum d'effort; - Piston souple pour un minimum d'effort de manipulation; - Poids maximum :150 g; - Ajustage: simple et facile; - Maintenance: démontage / assemblage simple et rapide; - Résistance aux UV et autoclavable à 121°C; - Incrémente: 0,2; - Justesse: $\pm 0,5 \%$; - Répétabilité $< 0,2 \%$; <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en langue française; o Certificat du marquage CE 			
17	<p>Micropipettes multicanaux réglables 5-100 μl</p> <p>La micropipette multicanaux doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de canaux: 12; - Micropipette manuelle; - Autoclavable à 121°C sans besoin de démontage; - Base orientable à 360°; - Boutoir poussoir souple; - Éjecteur à cônes à commande assistée. <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en langue française; o Certificat du marquage CE 			
18	<p>Micropipettes multicanaux réglables 30-300 μl</p> <p>La micropipette multicanaux doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de canaux: 12; - Micropipette manuelle; - Autoclavable à 121°C sans besoin de démontage; - Base orientable à 360°; - Boutoir poussoir souple; - Éjecteur à cônes à commande assistée. <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en langue française 			

	○ Certificat du marquage CE			
19	<p>Lits de consultation médicale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Divan examen à hauteur fixe - Hauteur fixe: 80 cm - Charge: au moins 190 kg - Piètement: tube carré - patins réglables en polyamide - Sellerie cousue sur mousse d'épaisseur au moins 4 cm avec revêtement PVC (84%) / Cotton (16%) de classe M1 (Ignifugé). - Douille porte sérum - Douille à frein - Roulette à frein de diamètre 100 mm. - Les lits livrés doivent être de même couleur : noir ou gris ou bleu <p>Document à joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en français ○ Certificat de conformité aux normes de fabrication CE ○ Certificat de commercialisation en CE 			
20	<p>Stéthoscope</p> <p>Le stéthoscope doit avoir les caractéristiques suivantes: Pavillon relié par un double tube au harnais avec des embouts auriculaires qui sont placés dans les oreilles de l'utilisateur.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Double cupule, avec deux diaphragmes pour un double usage (auscultation adulte et pédiatrique) pavillon en alliage de zinc. - Ø du diaphragme adulte : 45,5 mm; - Ø du diaphragme pédiatrique : 31,5 mm. - Tube en PVC résistant aux fissures. - Tube imperméable aux bruits extérieurs, garantissant une transmission complète du son et une bonne qualité auditive. - Diamètre du tube: diamètre extérieur 10 mm, diamètre intérieur 4,8 mm. Longueur du tube 560 mm - Bras: laiton-acier avec ressort flexible. - Embouts auriculaires amovibles en plastique. Sans latex. Conçu pour un démontage et une désinfection fréquents et faciles avec des produits de qualité hospitalière. <p>Document à joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en français 			

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Certificat de conformité aux normes de fabrication CE 			
21	<p>Tambour à coton</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériau: acier inoxydable - Diamètre: 125 mm - Hauteur: 100 mm - Eclipses latérales - Couvercle à charnière - Poids: 313 g - Contenance en ml: 1100 - Stérilisation: Stérilisation à l'autoclave ou stérilisation à air sec type Poupinel <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Manuel et notice d'utilisation en langue française 			
22	<p>Agitateur de microplaques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agitateur de microplaques compact, facile à utiliser, sûr, stable et silencieux. - Ecran LCD de 3 pouces, affichage en temps réel de l'état du système et des paramètres de fonctionnement. - Vitesse et durée contrôlées par microprocesseur. - Capacité de 4 plaques ou microplaques. - Équipé d'une fonction de récupération en cas de coupure de courant, l'instrument peut automatiquement reprendre le fonctionnement selon le programme initial après une coupure de courant. - Support de fixation pratique pour une installation facile et rapide des microplaques. - Moteur sans balais ne nécessitant pas d'entretien. - Plage de vitesse : 200-1500 tr/min, configurable par pas de 10 tr/min. - Précision de la vitesse : ± 10 tr/min - Modes de fonctionnement : continu, par impulsions - Possibilité de mémoriser jusqu'à 10 programmes - Diamètre de la circonférence de la plaque : 3 mm - Minuterie : 1 à 999 minutes - Capacité : 4 microplaques - Temps pour atteindre la vitesse maximale : 10s - Temps de descente de la vitesse maximale : 5s - Protection IP20 <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Manuel technique/Notice d'utilisation en langue française; 			

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Certificat du marquage CE ○ Certificat de commercialisation en CE 			
23	<p>Plaque d'opaline</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaque d'opaline doit avoir les caractéristiques suivantes : - Lisse, sans puits, de couleur blanche légèrement opaque favorisant la formation et la visualisation des agglutinats - 80 à 100 agglutinats - Dimensions : 165 mm x 315 mm 			
24	<p>Rhésuscope</p> <p>Le rhésuscope doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - faces en opaline; - Plan d'équilibrage de contre-jour Perspex avec thermomètre à affichage 37 ° C; - Rétro-éclairage de la réglementation électronique ; - Poids maximum: 2,5 Kg; - Alimentation: 220V 50Hz 30VA; - Dimension (LXHXl) : 415mmX235mmX180mm; - Surface des plaques: 165mmx 315mm; - Toutes les parties métalliques du Rhésuscope de laboratoire doivent être protégées par une peinture émaillée au four. <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Manuel technique/Notice d'utilisation en langue française; ○ Certificat du marquage CE 			
25	<p>Réfrigérateur 2°C à 8°C pour les réactifs (500 ml)</p> <p>Le réfrigérateur doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volume utile: au moins 365 litres - Réfrigérateur vertical (type armoire) - Portes vitrées - Étagère: au moins 5 étagères réglables en fil d'acier de haute qualité - Plage de température: +2-°C - Précision de température: 0,1°C - Classe énergétique: A+ - Nombre de portes: 2 - Autonomie en cas de coupure de courant: 16 heures - Alimentation: AC 220V, 50/60Hz - Accessoires standards: Lampe à LED avec étagères, port d'accès à la sonde, clés de porte. 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Alarmes: sonore et visuelle pour température haute et basse, défaillance du système et du capteur, porte entrouverte, alarme de panne de courant, alarme de batterie de secours faible. <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel technique et notice d'utilisation en langue française o Certificat du marquage CE 			
26	<p>Distillateur d'eau</p> <p>L'appareil doit répondre aux caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 vannes indépendantes eau mono et bi distillée sécurité manque d'eau; - Bouilleur avec réfrigérant primaire acier inox et secondaire verre borosilicaté ; facilement démontables pour un nettoyage aisé.; - Corps de chauffe en acier inox; - Sécurité manque d'eau et de surchauffe ; - 2 vannes de distribution pour eau mono et bi distillé, alimentation du bouilleur avec l'eau de refroidissement pour économiser de l'énergie ; - Détection de qualité, un voyant lumineux doit signaler que l'appareil doit être nettoyé quand la pureté de l'eau est insuffisance ; - Boitier en acier, ouverture rapide par brides; - Raccord d'alimentation rayon: 12 mm, évacuation, rayon de 19mm; - Montage murale ou paillasse; - Débit : 4L/heure ; - Consommation : 120L/Heure ; - Dimension: 55X28X57cm; - Puissance: 6,5KW; - Alimentation triphase 400v. <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel technique et notice d'utilisation en langue française; o Certificat du marquage CE o Certificate de commercialisation en CE 			
27	<p>Agitateur de kline</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'agitateur orbital de kline doit répondre aux spécifications techniques suivantes: - Alimentation: 220V, 35W - Vitesse de rotation: 40-250 tr/min - Déplacement lors de l'agitation : Rayon de braquage au moins 15 mm - Orbite : au maximum 50 mm - Vitesse: réglage de la vitesse en continu 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Dimension de la plaque: 250x230mm munie d'une feuille antidérapante. - Timing: 0-120 min / continu - Dimension globale au maximum: 350x250x150 - Capacité maximum de charge: 2,5kg. - Capacité à accueillir 4 boîtes de pétri - Alarme sonore de fin de cycle - Lecture digitale de la vitesse et du temps de lecture. <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel et notice d'utilisation en langue française o Certificat du marquage CE 													
28	<p>Eprouvettes graduées : 100ml</p> <p>L'éprouvette doit être en polypropylène translucide gradué de base hexagonale. Elle doit avoir les caractéristiques suivantes:</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <thead> <tr> <th>Capacités (ml)</th> <th>Tolérance</th> <th>Graduation (ml)</th> <th>Diamètre (mm)</th> <th>Hauteur (mm)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>100</td> <td>+/- 0, 5</td> <td>1</td> <td>31</td> <td>250</td> </tr> </tbody> </table> <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manuel et notice d'utilisation en langue française 	Capacités (ml)	Tolérance	Graduation (ml)	Diamètre (mm)	Hauteur (mm)	100	+/- 0, 5	1	31	250			
Capacités (ml)	Tolérance	Graduation (ml)	Diamètre (mm)	Hauteur (mm)										
100	+/- 0, 5	1	31	250										
29	<p>Eprouvettes graduées : 1000ml</p> <p>L'éprouvette doit être en polypropylène translucide gradué de base hexagonale. Elle doit avoir les caractéristiques suivantes:</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <thead> <tr> <th>Capacités (ml)</th> <th>Tolérance</th> <th>Graduation (ml)</th> <th>Diamètre (mm)</th> <th>Hauteur (mm)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1000</td> <td>+/- 10</td> <td>10</td> <td>66</td> <td>440</td> </tr> </tbody> </table> <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manuel et notice d'utilisation en langue française 	Capacités (ml)	Tolérance	Graduation (ml)	Diamètre (mm)	Hauteur (mm)	1000	+/- 10	10	66	440			
Capacités (ml)	Tolérance	Graduation (ml)	Diamètre (mm)	Hauteur (mm)										
1000	+/- 10	10	66	440										
30	<p>Réfrigérateurs type banques de sang (120 poches)</p> <p>Le réfrigérateur de banque de sang est un dispositif prévu pour le stockage sécurisé du sang total et des composants sanguins</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité de stockage: 500 L 													

	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de poches: 120 poches de sang - Nombre de tiroirs : 5 tiroirs acier inoxydable avec affichage groupe sanguin ABO - Portes vitrées: 2 battants - Verrouillages de porte standard offrant confort et assurance - Poignée de porte ergonomique - Températures comprises entre +2 °C et +6 °C - Température de consigne (paramétrage usine): +4°C - Limite d'alarme: +2.5 °C +5.5 °C - Température ambiante : +10 ° C à +40 ° C - Dimensions extérieures (HxLxP): 1988 x 992 x 1039 mm 78.27 x 39.06 x 40.91 in - Fluide frigorigène (réfrigérant): Naturel R600a - Recyclage d'air avec un ou deux ventilateurs tangentiels, s'arrêtant à l'ouverture de porte - Dégivrage automatique - Contrôle de la température avec sonde dans liquide simulatif - Système d'alarme incorporé, alarme sonore et visuelle gérant le fonctionnement (température, ouverture de porte trop longue, panne secteur) - Alimentation indépendante par pile - Contact de potentiel pour raccordement externe - Habillage externe ; tôle galvanisée et laquée - Habillage interne ; aluminium avec revêtement de protection - Paramètre protégé par mot de passe - Journal des événements et écran de détails - Datalogger USB intégré - Contrôle par microprocesseur simple d'utilisation, avec éclairage intérieur, sécurité des points de consigne et alarmes - Compatibles avec les systèmes de surveillance sans fil et les contacts pour report d'alarme à distance - Enregistreur graphique standard installé en usine - Tension: 220 - 240 V; Documents à joindre <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en français, en arabe et en anglais o Guide d'installation en français. o Certificat de marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
31	Réfrigérateur type banque de sang (210 poches) :			

	<p>Le réfrigérateur de banque de sang est un dispositif prévu pour le stockage sécurisé du sang total et des composants sanguins</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité de stockage: 650 L - Nombre de poches: 210 poches de sang - Nombre de tiroirs : 6 tiroirs acier inoxydable avec affichage groupe sanguin ABO - Portes vitrées : 2 battants - Verrouillages de porte standard offrant confort et assurance - Poignée de porte ergonomique - Températures comprises entre +2 °C et +6 °C - Température de consigne (paramétrage usine): +4°C - Limite d'alarme: +2.5 °C +5.5 °C - Température ambiante : +10°C à +40°C - Fluide frigorigène (réfrigérant): Naturel R600a - Recyclage d'air avec un ou deux ventilateurs tangentiels, s'arrêtant à l'ouverture de porte - Dégivrage automatique - Contrôle de la température avec sonde dans liquide simulatif - Système d'alarme incorporé, alarme sonore et visuelle gérant le fonctionnement (température, ouverture de porte trop longue, panne secteur) - Contact de potentiel pour raccordement externe - Habillage externe ; tôle galvanisée et laquée - Habillage interne ; aluminium avec revêtement de protection - Paramètre protégé par mot de passe - Journal des événements et écran de détails - Datalogger USB intégré - Contrôle par microprocesseur simple d'utilisation, avec éclairage intérieur, sécurité des points de consigne et alarmes - Compatibles avec les systèmes de surveillance sans fil et les contacts pour report d'alarme à distance - Enregistreur graphique standard installé en usine - Tension: 220 - 240 V; <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en français, en arabe et en anglais o Guide d'installation en français. o Certificat de marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
32	Lecteur de microplaque chaine ELISA + imprimante			

	<p>Lecteur multicanaux de plaque de 96 puits piloté par: logiciel externe de programmation, d'exploitation et d'interprétation des résultats capable de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier la plaque - Identifier le marqueur réalisé - Identifier les échantillons (code barre ou noms) - Interprétation des résultats Positif ou Négatif - Nombre des échantillons positifs, négatifs et douteux (zone grise) - Nombre des témoins positifs et négatifs - Respect du support de la plaque avec la 1ère barrette réservée aux contrôles. - Calculer les DO, Ratio, Valeur Seuil et Zone Grise. - Validation de la technique. - Agitation en standard: 3 vitesses au choix - Tous ces points doivent être regroupés dans un schéma sous forme de support de plaque - Longueur d'onde 340 à 900 nm - Filtre de 405, 450, 620, 700 nm - Sortie: Bidirectionnelle, parallèle Centronics imprimante - Lampe tungstène halogène - Précision : 0.2 nm/ ± 1% de 0 à 2 abs - Vitesse de lecture: 10s maximum en monochromatique, et 20 secondes en bichromatique. - Bande passante: 5nm; alimentation secteur 230v - Creation de base de données des résultats - Au moins 10 résultats par session - Interface RS232 avec logiciel multilingue dont au moins le français déjà installé - PC pour pilotage du lecteur +imprimante laser (impression des résultats) + onduleur <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel technique et notice d'utilisation en langue française o Certificat du marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
33	<p>Laveur de microplaque automatique et programmable pour analyse immuno enzymatique (ELISA)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation avec toutes les micro plaques 96 puits à fond plat en U ou en V - Pompe à vide intégrée dans le laveur - Volume de solution de lavage: 0 à 750 µl - Nombre de cycle de lavage: 1 à 15 - Temps de trempage : 0 à 10 min 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Volume résiduel < 5 µl - Programmes mémorisés permettant le démarrage immédiat d'un protocole - Tête de lavage 8 et 12 canaux de type coaxial interchangeables en quelques secondes, les deux têtes livrées en standard avec l'appareil <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel/Notice de l'utilisateur en langue française; o Certificat du marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
34	<p>Incubateur de microplaque pour analyse ELISA (immuno analyse)</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'incubateur est destiné à l'incubation de microplaques de chaîne ELISA - Plage de fonctionnement: 30° à 40°C - Variation de température : +/- 0,5°C - Contrôle de la température : la température du liquide contenu dans les micros cupules est affichée sur l'écran - Capacité : 1 - 96 cupules X 4 <p>Documents à joindre:</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel technique et notice d'utilisation en langue française o Certificat du marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
35	<p>Automate de biochimie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyseur de biochimie médicale - Débit de 240 tests/heure - Réactifs dédiés à la chimie clinique et à la turbidimétrie - 30 positions réfrigérées par des bouteilles de réactifs de 20 et 50 mL - Système de réfrigération avec interrupteur indépendant de l'analyseur - positions sans réfrigération pour les casiers à échantillons et à réactifs - échantillons par rack. Capacité maximale de 72 échantillons - Capacité maximale de 52 réactifs - Assemblage d'un nouveau bras de distribution - Echantillon et réactif à faible volume mort - Système de détection d'impact - Recalibrage du positionnement automatique de l'aiguille - Tubes primaires ou gobelets pédiatriques comme récipients d'échantillon - Capacités STAT illimitées. Fonctionnement à tout moment 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Jusqu'à 15 minutes de lecture - Volume de réaction entre 200 et 800 µL - Plage de mesure de -0,05 A à 2,5 A - Plage spectrale 340 à 900 nm - Filtre à revêtement dur (340, 405, 505, 505, 535, 560, 600, 635, 670 nm) - Conditionnement automatique du fluide du système - Dimensions : environ 1000X700X500 mm - Poids : environ 70 kg <p>NB : Le prix doit comprendre aussi la fourniture d'un kit complet de réactifs de démarrage, indispensable pour assurer la mise en service effective de l'équipement dès son installation</p> <p><u>Documents à joindre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel technique et notice d'utilisation en langue française; o Certificat du marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
36	<p>Analyseur d'hématologie 26 paramètres</p> <p>L'analyseur doit avoir les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interface ergonomique (navigation intuitive, clavier virtuel) - Niveaux d'accès sécurisés (gestion par profils utilisateurs) - Transfert des données optimisé (résultats et contrôle qualité) - Multi connexions (réseaux et périphériques) - Très faible volume de sang total par analyse. - Au moins 55 échantillons/heure - Large écran couleur tactile pour vue complète de tous les paramètres et résultats détaillés - Performance - Ecran unique pour la visualisation - paramètres, histogrammes matrices en couleur, alarmes et commentaires - Confort - Localisation des échantillons analysés à l'écran - Représentation virtuelle des racks avec position des tubes, numéro des racks d'analyses (CBC ou DIFF) pour assurer la traçabilité et une recherche aisée du tube après analyse. - Passeur automatique de grande capacité (plus de 80 tubes) - Mode d'urgence - paramètres: CBC (12), DIFF (14) - Micro-prélèvement sur sang total - Prélèvement automatique - Spécifications informatiques 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Ecran couleur LCD tactile - Mémoire interne de stockage: plus, de 8000 résultats + graphes avec possibilité d'exporter et de sauvegarder les résultats sur Clé USB externe - Ports RS 232C; TCP/IP, USB - Sensibilité des alarmes paramétrables par l'utilisateur - Transmission des dossiers patients et du QC vers le SIL - Connexion mono et bidirectionnelle - Protocole ASTM inclus - Gestion contrôle qualité : - Répétabilité - Graphique Levey Jennings - Gestion des rapports patients: - Delta Check - Antériorité (matrice, courbes, donnés) - Saisie manuelle et saisie automatique des identifications des patients <p>Cadence: Plus, de 75 tests/heure en mode manuel ou automatique Faible Volume de prélèvement Volume sonore : < 60 dBa</p> <p>Alimentation & consommation électrique : Alimentation de 100 à 240 Vac ± 10% 50 Hz à 60 Hz Consommation maximum 230 VA</p> <p>PARAMÈTRES ET PERFORMANCES 26 paramètres :</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td>GB</td> <td>GR</td> <td>PLA</td> </tr> <tr> <td>NEU# & NEU%</td> <td>HB</td> <td>VMP</td> </tr> <tr> <td>LYM# & LYM%</td> <td>HT</td> <td>THT</td> </tr> <tr> <td>MON# & MON%</td> <td>VGM</td> <td>IDP</td> </tr> <tr> <td>EOS# & EOS%</td> <td>CCMH</td> <td></td> </tr> <tr> <td>BAS# & BAS%</td> <td>TGMH</td> <td></td> </tr> <tr> <td>LYA# & LYA%</td> <td>IDR</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GCI# & GCI%</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	GB	GR	PLA	NEU# & NEU%	HB	VMP	LYM# & LYM%	HT	THT	MON# & MON%	VGM	IDP	EOS# & EOS%	CCMH		BAS# & BAS%	TGMH		LYA# & LYA%	IDR		GCI# & GCI%					
GB	GR	PLA																										
NEU# & NEU%	HB	VMP																										
LYM# & LYM%	HT	THT																										
MON# & MON%	VGM	IDP																										
EOS# & EOS%	CCMH																											
BAS# & BAS%	TGMH																											
LYA# & LYA%	IDR																											
GCI# & GCI%																												

	<p>Linéarité :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Standard</th> <th>Mode CDR*</th> <th>Gamme visible CDR*</th> <th>Unité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>GB 0 - 120</td> <td>120 - 360</td> <td>360 - 550</td> <td>103/μL</td> </tr> <tr> <td>GR 0 - 8</td> <td>0 - 8</td> <td>8 - 18</td> <td>106/μL</td> </tr> <tr> <td>HB 0 - 24</td> <td>0 - 24</td> <td>24 - 30</td> <td>g/dL</td> </tr> <tr> <td>HT 0 - 67</td> <td>0 - 67</td> <td>67 - 80</td> <td>%</td> </tr> <tr> <td>PLA (sang total) 0 - 1 900</td> <td>1 900 - 3 800</td> <td>3 800 - 5 500</td> <td>103/μL</td> </tr> <tr> <td>PLA (concentré) 0 - 2 800</td> <td>2 800 - 5 600</td> <td>5 600 - 7 500</td> <td>103/μL</td> </tr> </tbody> </table> <p>Précision :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>CV (%)</th> <th>Gamme</th> <th>Unité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>GB</td> <td>< 2.0</td> <td>4.0 - 10.0</td> <td>103/μL</td> </tr> <tr> <td>GR</td> <td>< 2.0</td> <td>3.6 - 6.2</td> <td>106/μL</td> </tr> <tr> <td>HB</td> <td>< 1.0</td> <td>12.0 - 18.0</td> <td>g/dL</td> </tr> <tr> <td>HT</td> <td>< 2.0</td> <td>36 - 54</td> <td>%</td> </tr> <tr> <td>PLA</td> <td>< 5.0</td> <td>150 - 500</td> <td>103/μL</td> </tr> </tbody> </table> <p>NB : Le prix doit comprendre aussi la fourniture d'un kit complet de réactifs de démarrage, indispensable pour assurer la mise en service effective de l'équipement dès son installation</p> <p>Documents à joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Certificat de marquage CE Médical. ○ Manuel d'utilisation en français ○ Certificat de commercialisation en CE 	Standard	Mode CDR*	Gamme visible CDR*	Unité	GB 0 - 120	120 - 360	360 - 550	103/ μ L	GR 0 - 8	0 - 8	8 - 18	106/ μ L	HB 0 - 24	0 - 24	24 - 30	g/dL	HT 0 - 67	0 - 67	67 - 80	%	PLA (sang total) 0 - 1 900	1 900 - 3 800	3 800 - 5 500	103/ μ L	PLA (concentré) 0 - 2 800	2 800 - 5 600	5 600 - 7 500	103/ μ L	Paramètres	CV (%)	Gamme	Unité	GB	< 2.0	4.0 - 10.0	103/ μ L	GR	< 2.0	3.6 - 6.2	106/ μ L	HB	< 1.0	12.0 - 18.0	g/dL	HT	< 2.0	36 - 54	%	PLA	< 5.0	150 - 500	103/ μ L			
Standard	Mode CDR*	Gamme visible CDR*	Unité																																																					
GB 0 - 120	120 - 360	360 - 550	103/ μ L																																																					
GR 0 - 8	0 - 8	8 - 18	106/ μ L																																																					
HB 0 - 24	0 - 24	24 - 30	g/dL																																																					
HT 0 - 67	0 - 67	67 - 80	%																																																					
PLA (sang total) 0 - 1 900	1 900 - 3 800	3 800 - 5 500	103/ μ L																																																					
PLA (concentré) 0 - 2 800	2 800 - 5 600	5 600 - 7 500	103/ μ L																																																					
Paramètres	CV (%)	Gamme	Unité																																																					
GB	< 2.0	4.0 - 10.0	103/ μ L																																																					
GR	< 2.0	3.6 - 6.2	106/ μ L																																																					
HB	< 1.0	12.0 - 18.0	g/dL																																																					
HT	< 2.0	36 - 54	%																																																					
PLA	< 5.0	150 - 500	103/ μ L																																																					
37	<p>Chariot porte matériel de laboratoire</p> <p>Le chariot doit répondre aux spécifications techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité : 200Kg - Châssis en acier inox - Garde au sol: 200 mm - Hauteur entre 2 plateaux : 540 mm - Hauteur hors tout :980 mm - Largeur hors tout: 450 mm - Longueur hors tout: 1080 mm - Nb de plateau: 2 - Plateau largeur utile: 440 mm - Plateau longueur utile 940 mm - Plateau matériau : Acier - Plateau supérieur/inférieur hauteur 780/250 mm - Poids: 20-25 kg - Roulette bandage: Caoutchouc 																																																							

	<ul style="list-style-type: none"> - Roulettes diamètre : 160 mm <p>Document à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Fiche technique 			
38	<p>Tensiomètres mural grand cadran</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dispose d'un gravage au laser du cadran pour une précision sans égale (± 3 mm Hg) - Couleurs pour une meilleure lisibilité (fond blanc, graduations noir, indicateur rouge). - Dispose d'un mécanisme à rubis, qui garantit un mouvement de qualité et constitue un gage de durabilité et de résistance pour le système. <p>Document à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en français o Certificat de conformité aux normes de fabrication CE 			
39	<p>Table pour peser les poches</p> <p>La table doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Structure métallique en tube d'acier laminé en à froid 40mmx40mm - Surface de travail en résine phénolique - Capacité de charge minimum: 200 kg - Quatre points d'appui réglables - Dimensions (dimensions (longueur x largeur x hauteur)): 1200 x 900 x 900 mm <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en langue française 			
40	<p>Automate pour analyse d'hémostase</p> <p>Automate d'analyse des paramètres de coagulation pour tous les tests chronométriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TP, TCA, Fibrinogène, Temps de Thrombine, Temps de Reptilase, l'ensemble des facteurs II, V, VII, X, VIII, IX, XI, XII, Héparines (HNF et HBPM), Protéine C, Protéine S, recherche d'anticoagulants de type lupique. - Pipette connectée avec déclenchement automatique de la mesure (possibilité de déclenchement manuel) - Ecran tactile couleur - Puits d'incubation, puits de mesure - Possibilité de connecter avec imprimante externe - Courbes de calibration mémorisées et éditées - Courbes de contrôle mémorisées et éditées jusqu'à 120contrôles par paramètre - Stockage des tests jusqu'à 50 patients - Transfert des données par une clé USB - Conditions d'utilisation : 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Température :15-32 °C - Humidité : 20-80 % - Connectivité et interface Écran couleur tactile de 7’’ - 2 ports USB de type A pour imprimante et disque dur externe - 1 port mini USB pour douchette code-barres - Interface unidirectionnelle RS 232 - Pipette connectée - Gestion des échantillons et des réactifs : <ul style="list-style-type: none"> - puits d’incubation à 37 °C (4 cellules × 4 colonnes) - canaux de mesure (4 cellules × 1 colonne) - 2 positions pour réactifs à 37 °C (1 position d’agitation) et 2 positions à température ambiante - Consommables - Barrettes de 4 cuvettes séparables - Un distributeur de billes en acier - Alimentation électrique - Tension : 100 à 240 V - Fréquence : 50/60 Hz - Puissance maximum : 65 W <p>Documents à joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel technique et notice d’utilisation en langue française; o Certificat du marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
41	<p>Potence/Pied à sérum</p> <ul style="list-style-type: none"> - La potence doit avoir les caractéristiques suivantes : - Matériau: acier inoxydable, ABS. - Hauteur réglable: de 110 à 200 cm. - Nombre de crochets: 4 crochets. - Capacité de charge: environ 10 kg. 			
42	<p>Réfrigérateur domestique</p> <p>Le réfrigérateur doit avoir au moins les spécifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité: supérieure à 250 litres - Hauteur supérieure à 150cm; - Largeur supérieure à 45 cm; - Profondeur supérieure à 40cm; 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de porte: 1; - Type de porte: vitrée avec clés. <p>Document à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel /notice de l'utilisateur en français 			
43	<p>Soudeuses de poches de sang électriques</p> <p>La soudeuse doit répondre aux spécifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méthode de chauffage par haute fréquence électrique soudeuse rapide; - Soudeuse opérationnelle dès la mise sous tension; - Soudure en toute sécurité ; - Fréquence d'oscillation 40,68 MHZ; - Temps de soudure 2 secondes; - Doit disposer des pieds d'aspiration pour éviter de se déplacer, doit être utilisable dans le véhicule de collecte de sang; - Durée de vie de la tubulure électrique au moins / 1000 heures ; - Diamètre de la tubulure: maximum 6 mm; - Type de scellage : Automatique ; - Puissance requise tension électrique AC 230 V ± 10 % 50 HZ; - Energie consommée : quand elle soude : 250 W; - en standby: 8 W; - Poids net maximum: 12kg; - Dimension maximum: 340X160X170mm. <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel /Notice d'utilisation en langue française; o Certificat du marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
45	<p>Centrifugeuses de pailleuse 16 tubes</p> <p>La centrifugeuse doit répondre aux spécifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centrifugeuse de pailleuse pour tubes de 7ml et 5ml; - Capacité: 16 tubes, vitesse 12000g ; - Affichage digital; - Jeux de rotor pour tubes 5ml et tubes 7 ml portoirs adaptés pour tubes 5ml et tubes 7ml inclus (livré avec) ; - Alimentation secteur 220V ; - Adaptées usage intensif. ; - Porte et charnières robustes ; 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctions de sécurité Auto-Lock rotor exchange system; - SMART Spin : imbalance detection system, ; - Le système d'échange sécurisé du rotor T Auto-Lock par bouton-poussoir, en moins de trois secondes ; - Retrait facile du rotor; - Accès aisé à la chambre pour faciliter le nettoyage ; - Flexibilité des rotors angulaires permettant de centrifuger des tubes coniques de 50 ml à plus de 12 000-x g une vitesse maximale de 30 279-x g ; Documents à joindre <ul style="list-style-type: none"> o Manuel/Notice de l'utilisateur en langue française; o Certificat du marquage CE - <ul style="list-style-type: none"> o Certificat de commercialisation en CE 			
46	<p>Congélateur à -80°C pour conserver le plasma</p> <p>Le congélateur doit répondre aux spécifications techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Double porte - Une porte pour long terme - Une porte pour ouverture fréquente - 2 Fermetures à clefs séparées - Portes avec isolation épaisseur 115 mm avec triple joints silicone largeur 12 cm et serrure pour fermeture à clef de chaque compartiment - Précision de la température : 0,1 °C; - Système de commande: Contrôle par microprocesseur, avec affichage LED; - Alarme audio et visuelle : Température élevée, défaillance du capteur ; - Mode de réfrigération : Réfrigération directe ; - Réfrigérant : Réfrigérant préparé - Condenseur et évaporateur : en cuivre ; - Compresseur ; - Roulettes: 4 ; - Chambre interne avec porte: 3 - Etagères : 2 pièces; - Volume: 652 L - Dimension: L x P x H int : 78 x 64 x 131 cm - L x P x H ext : 104 x 94 x 198 cm - Alimentation :230 V – 15 A <p>Documents à joindre</p>			

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Manuel d'utilisation en langue française ○ Certificat du marquage CE ○ Certificat de commercialisation en CE 			
47	<p>Presses- poches de sang manuelles</p> <p>La presse-poche doit répondre aux spécifications techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Extracteur mécanique de plasma : facile à employer - Le système manuel accepte tout le genre de vue et de construction de poches de sang dans le plat - Matière : en méthacrylate transparent - Socle en acier inoxydable - Modèle avec crochet - Dimension : Large : 19 cm profondeur 25 cm hauteur : 24 cm <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Notice d'utilisation en langue française ○ Certificat du marquage CE ○ Certificat de commercialisation en CE 			
48	<p>Agitateurs limitateurs de poches de sang</p> <p>Caractéristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alimentation: secteur 110-220 volts; - Dimensions: 25x15x11 cm; - Poids maximum: 3,5kgs; - Présentation: boîtier compact, porte tube intégré, couvercle de protection et poignée de transport; - Double fusible de protection; - Alimentation sur batterie rechargeable pour les collectes mobiles; - Fonctionnement - Programmation initiale de volume à prélever directement ; - Commande maximum de temps de donation; - Touche de retour aux valeurs de prélèvement précédent assurant un standard de prélèvement ; - Garage automatique quel que soient le type et le nombre de poches; - Agitation en continu de la poche à sang pendant son remplissage ; - Affichage du volume sanguin en temps réel ; - Alarme sonore en cas d'accident d'écoulement et en fin de prélèvement ; - Étanche aux projections; 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêt automatique du prélèvement par clampage de la tubulure; - Affichage du volume et de la durée du prélèvement ; - Fiabilité et précision +-3gr; - Livré avec chargeur de batterie interne et externe et sac de transport. <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none"> o Manuel /Notice de l'utilisateur en langue française; o Certificat du marquage CE. o Certificat de commercialisation en CE 			
49	<p>Connecteur de poche de sang stérile</p> <p>Permet de sceller et connecter les tubulures des poches de sang en PVC tout en maintenant un système fermé et stérile.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en commun des couches leuco-plaquettaires et/ou des concentrés plaquettaires - Amarrage stérile des filtres - Amarrage stérile de la solution additive plaquettaire - Usage pédiatrique - Procédures d'inactivation virale - Échantillonnage - Amarrage stérile des solutions de lavage - Sans plaquettes de cuivre : Dispose d'un élément chauffant permanent. L'élément chauffe les extrémités des tubes scellées sans les toucher. - Les extrémités des tubes amarrés restent scellées jusqu'à la fin de l'amarrage, et les extrémités des tubes de déchets restent fermées pour l'élimination sans risque de contamination. - Préserve la date d'expiration initiale du produit sanguin - Les odeurs et les gaz d'échappement causés par le PVC brûlé réduits par rapport aux systèmes utilisant des plaquettes. - Système entièrement fermé – réduction des odeurs et des gaz d'échappement - Alimentation électrique: 230/240 V CA, 50/60 Hz - Dimensions: 340 × 220 × 450 mm (L × l × H) - Poids: 22,8 kg - Conditions de fonctionnement: - Le poste à souder doit atteindre ces conditions avant utilisation : - Température ambiante : 10 °C à 40 °C (50 °F à 140 °F) - Humidité: 10 % à 80 %, HR sans condensation - Conditions de stockage - Température ambiante : 10 °C à 50 °C (50 °F à 140 °F) 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Humidité : 10 % à 95 %, HR sans condensation <p>Documents à joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Manuel technique et notice d'utilisation en langue française; ○ Certificat du marquage CE ○ Certificat de commercialisation en CE 			
50	<p>Bain-marie de 37°C avec agitation pour plasma</p> <p>Le système est utilisé pour la décongélation de plasma. C'est un système compact qui utilise à la fois une température et une agitation contrôlées pour réduire les temps de décongélation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité 4 paniers : 4 poches de plasma. - Les poches de plasma prélevées sur sang total ou par aphérèse peuvent être décongelées dans les unités. - Convient à la décongélation des cryoprécipités - Programmable: - Chaque panier peut fonctionner indépendamment, et permet de démarrer la décongélation des lots de plasma à différents moments. - Les paniers agitent les unités dans de l'eau à 36,5 °C pour un transfert de chaleur optimal et une décongélation. - Les paniers peuvent automatiquement sortir les poches de plasma de l'eau lorsqu'un cycle est terminé. - Les paniers se soulèvent lors de l'activation d'une alarme dans l'appareil. - Le plasma peut être chargé et déchargé sans attendre que l'eau soit ajoutée et vidangée. - Contrôleur de température à microprocesseur - Affichage numérique de la température à LED. - La température de la chambre est programmable par incréments de 0,1 °C. - Indicateur visuel d'état du chauffage. - Alarme sonore et visuelle de haute température - Contrôles d'agitation - Commandes indépendantes et affichage LED pour chaque panier. - Le temps réglé ou le temps de cycle restant est affiché en minutes. - 14 sélections de temps sont disponibles pour la durée du cycle de programmation. - Les cycles peuvent être interrompus pour vérifier les unités ou ajouter plus de plasma. - Matériaux de fabrication - Cuve et paniers en acier inoxydable poli. - Extérieur avec revêtement en poudre résistant aux bactéries. - Un volume de la chambre et le chauffage haute capacité qui permet un transfert de chaleur avec efficacité pour une décongélation rapide. 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Un système de vidange à connexion rapide pour vider efficacement la chambre pour nettoyage facile. - Grande ouverture pour un nettoyage facile. - Dimensions - Largeur x profondeur x hauteur (mm): environ 470 x 410 x 370 - Volume chambre: 18L - Puissance: 100V, 115V, 230V 50Hz, 230V 60Hz <p>Documents à joindre :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Notice d'utilisation en langue française ; o Certificat du marquage CE o Certificat de commercialisation en CE 			
51	<p>Chambre froide positive livrable petit model</p> <p>Caractéristiques des panneaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Panneaux de paroi et plafond intérieurs-extérieurs en tôle pré-vernie de couleur blanche - Sol en tôle plastifiée grise antidérapante (pas de décaissé possible) avec charge uniformément répartie de 1500 kg/m² (chariots non admis) - Isolation 60 mm en polyuréthane injecté (densité 40 +/- 3 kg/m²) - Profils d'angles arrondis en PVC injecté qui font corps avec les panneaux - Système de fixation par crochets garantissant un maximum de tenue et une grande facilité de montage - Position des panneaux interchangeable sous réserve du respect des emboîtements mâle/femelle (attention à la place nécessaire pour les monoblocs) - Porte frigorifique standard avec ouverture 760 mm x 1800 mm ferrage à droite - Système de dé-condamnation intérieure - Fermeture à clef - Caractéristiques rayonnages - Rayonnage alimentaire avec échelles aluminium hauteur 1700 mm et clayettes lavables polyéthylène sur 4 niveaux profondeur 465 mm - Caractéristiques monoblocs chambre froide - Hublot d'éclairage - Système de ré-évaporation des eaux de dégivrage - Sélection effectuée pour une ambiance pouvant atteindre +43°C (sans effet de recyclage d'air chaud) - Caractéristiques techniques - Isolation panneaux : 60 mm - Température : 2°C/+8°C avec une température moyenne °+4°C 			

	<ul style="list-style-type: none">- Volume: 8 m³- Dimensions intérieures : L.2000 x P.2000 x H.2000 mm- Dimensions extérieures : L.2130 x P.2130 x H.2130 mm- Tension: 230 V - 50/60 hz- Gaz: R404a <p>Documents à joindre</p> <ul style="list-style-type: none">○ Manuel /notice de l'utilisateur en français○ Certificat du marquage CE○ Certificat de commercialisation en CE			
--	--	--	--	--

4. Inspections et Essais

Les inspections et essais suivants seront réalisés :

Chaque équipement nécessitant une configuration et une mise en service devra être correctement configuré et mis en service.

TROISIÈME PARTIE

Marché

Section VIII. Cahier des clauses Administratives Générales

Liste des clauses

1. Définitions.....	106
2. Documents contractuels	107
3. Pratiques de Fraude et corruption.....	107
4. Interprétation.....	107
5. Langue	108
6. Groupement	108
7. Critères d'origine.....	108
8. Notification	108
9. Droit applicable.....	108
10. Règlement des litiges.....	108
11. Inspections et audit conduits par l'AFD	109
12. Objet du Marché	109
13. Livraison	109
14. Responsabilités du Fournisseur	109
15. Prix du Marché	109
16. Modalités de règlement.....	109
17. Impôts, taxes et droits.....	110
18. Garantie de bonne exécution.....	110
19. Droits d'auteur	110
20. Renseignements confidentiels	111
21. Sous-traitance.....	112
22. Spécifications et Normes.....	112

23. Emballage et documents	112
24. Assurance	112
25. Transport.....	113
26. Inspections et essais	113
27. Pénalités.....	114
28. Garantie.....	114
29. Brevets	115
30. Limite de responsabilité	116
31. Modifications des lois et règlements	116
32. Force majeure	117
33. Ordres de modification et avenants au marché.....	117
34. Prorogation des délais	117
35. Résiliation.....	118
36. Cession.....	119
37. Restrictions à l'Exportation.....	119

Section VIII. Cahier des Clauses Administratives Générales

1. Définitions

- 1.1 Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici :
- a) « L'AFD » signifie l'Agence Française de Développement.
 - b) « Marché » signifie l'Acte d'engagement signé par l'Acheteur et le Fournisseur, ainsi que les documents contractuels visés dans ledit Acte d'engagement, y compris toutes les pièces jointes, annexes et tous les documents qui y ont été inclus par voie de référence.
 - c) « Documents contractuels » désigne les documents visés dans l'Acte d'engagement, y compris les avenants éventuels auxdits documents.
 - d) « Prix du Marché » signifie le prix payable au Fournisseur, conformément à l'Acte d'engagement signé, sous réserve de toute addition et modification ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché.
 - e) « Jour » désigne un jour calendaire.
 - f) « Achèvement » signifie la prestation complète des services connexes par le Fournisseur, conformément aux modalités stipulées dans le Marché.
 - g) « CCAG » signifie le Cahier des clauses administratives générales.
 - h) « Fournitures » signifie tous les produits, matières premières, machines et matériels et/ou tous autres matériaux que le Fournisseur est tenu de livrer à l'Acheteur en exécution du Marché.
 - i) « Pays de l'Acheteur » signifie le pays identifié dans le **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**.
 - j) « Acheteur » signifie l'entité achetant les fournitures et les services connexes, telle qu'elle est identifiée dans le **CCAP**.
 - k) « Services Connexes » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Fournisseur dans le cadre du Marché.
 - l) « CCAP » signifie le Cahier des clauses administratives particulières.
 - m) « Sous-traitant » signifie toute personne physique, privée ou entité publique ou toute combinaison de ces éléments, y compris ses ayants droit ou ses mandataires autorisés, à qui toute partie des Fournitures ou des services connexes est sous-traitée par le Fournisseur.
 - n) « Fournisseur » signifie toute personne physique, privée ou entité publique ou toute combinaison de ces éléments, y

- compris ses ayants droit ou ses mandataires autorisés, dont l'Offre a été acceptée par l'Acheteur en vue d'exécuter le Marché et qui est désignée comme tel dans l'Acte d'engagement signé.
- o) « Le Site » signifie le lieu indiqué dans le **CCAP**, le cas échéant.
- 2. Documents contractuels**
- 2.1 Sous réserve de l'ordre de préséance indiqué dans l'Acte d'engagement, tous les documents constituant le Marché (et toutes les parties desdits documents) sont corrélatifs, complémentaires et s'expliquent les uns les autres.
- 3. Pratiques de Fraude et corruption**
- 3.1 L'AFD demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu'elles figurent à l'Annexe 1 du **CCAP** soient appliquées.
- 4. Interprétation**
- 4.1 Si le contexte l'exige, le singulier se réfère au pluriel et vice versa.
- 4.2 Incoterms
- a) Sauf indication contraire dans le **CCAP**, le sens des termes commerciaux et les droits et obligations assumés par les parties sont ceux prescrits par Incoterms.
- b) CIP et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale comme indiqué dans le **CCAP**.
- 4.3 Intégralité des conventions
- Le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés l'Acheteur et le Fournisseur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties relativement à son objet avant la date du Marché.
- 4.4 Avenants
- Les avenants et autres modifications au marché ne pourront entrer en vigueur que s'ils sont faits par écrit, datés, s'ils se réfèrent expressément au marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties au marché.
- 4.5 Absence de renonciation
- a) Sous réserve des dispositions de la clause 4.5(b) du **CCAG** ci-dessous, aucune relâche, abstention, retard ou indulgence de l'une des parties pour faire appliquer l'un quelconque des termes et conditions du Marché ou le fait que l'une des parties accorde un délai supplémentaire à l'autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette partie par le Marché, ni les affecter ou les restreindre ; de même, la renonciation de l'une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.
- b) Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette

renonciation, et préciser le droit faisant l'objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation.

4.6 Divisibilité

Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du Marché.

5. Langue

5.1 Le Marché et toute la correspondance et la documentation relatives au Marché échangées par le Fournisseur et l'Acheteur, seront rédigés dans la langue définie dans le **CCAP**. Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie du Marché pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d'être accompagnés d'une traduction exacte dans la langue spécifiée des passages pertinents. Dans ce cas, aux fins d'interprétation du Marché, cette traduction fera foi.

5.2 Le Fournisseur assumera tous les coûts de traduction dans la langue spécifiée et tous les risques relatifs à l'exactitude de cette traduction.

6. Groupement

6.1 Si le Fournisseur est un groupement, tous les membres seront solidairement tenus envers l'Acheteur de respecter les dispositions du Marché, et ils devront désigner un membre pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d'engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur.

7. Critères d'origine

7.1 Toutes les fournitures et services connexes à fournir en exécution du Marché et financés par l'AFD proviendront d'une source éligible tel que spécifié dans le **CCAP**. Aux fins de la présente Clause, le pays de provenance désigne le pays où les fournitures ont poussé, ont été cultivées, extraites, produites ou lorsque, par suite d'un processus de fabrication, transformation ou assemblage de composants importants et intégrés, il a été obtenu un autre article reconnu propre à la commercialisation dont les caractéristiques fondamentales, l'objet et l'utilité sont substantiellement différents de ses composants.

8. Notification

8.1 Toute notification envoyée à l'une des parties par l'autre partie en vertu du Marché doit être adressée par écrit à l'adresse spécifiée dans le **CCAP**. L'expression « par écrit » signifie transmis par voie écrite avec accusé de réception.

8.2 Une notification prend effet à la date à laquelle elle est remise ou à sa date d'entrée en vigueur, la seconde de ces dates à échoir étant retenue.

9. Droit applicable

9.1 Le Marché est régi et interprété conformément au droit du pays de l'Acheteur, à moins que le **CCAP** n'en dispose autrement.

10. Règlement des litiges

10.1 L'Acheteur et le Fournisseur feront tout leur possible pour régler à l'amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout désaccord ou litige entre eux, en rapport avec le Marché.

10.2 Si, au-delà de vingt-huit (28) jours, les parties n'ont pas réussi à résoudre leur litige ou désaccord grâce à cette consultation mutuelle, l'Acheteur ou le Fournisseur, peut notifier l'autre partie de son intention de recourir à la procédure d'arbitrage, comme prévu ci-après, en ce qui concerne le sujet objet du litige. Aucun arbitrage

relatif à ce sujet ne peut être initié sans cette notification. Tout litige ou désaccord au sujet duquel une notification d'initier une procédure d'arbitrage a été donnée conformément à cette Clause, sera finalement résolu par arbitrage. La procédure d'arbitrage peut démarrer avant ou après la livraison des Fournitures au titre du Marché. La procédure d'arbitrage sera conduite conformément aux règles de la procédure spécifiée dans le **CCAP**.

10.3 Nonobstant toute référence à l'arbitrage :

- a) les parties continueront de réaliser leurs obligations contractuelles respectives, à moins qu'elles n'en décident autrement d'un commun accord, et
- b) l'Acheteur paiera au Fournisseur toute dépense qui lui sera due.

- 11. Inspections et audit conduits par l'AFD**
- 11.1 Le Fournisseur devra conserver et faire en sorte que ses Sous-traitants conservent de manière systématique et précise les documents et pièces comptables relatifs aux Fournitures, et qu'apparaissent clairement et avec les détails tout changement survenant sur les délais et les coûts en relation avec lesdites Fournitures.
- 11.2 Le Fournisseur autorisera et s'assurera que ses sous-traitants autoriseront l'AFD et/ou les personnes qu'elle désignera à inspecter ses bureaux et à examiner les documents et pièces comptables relatives à la soumission de l'Offre et à l'exécution du Marché et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par l'AFD.
- 12. Objet du Marché**
- 12.1 L'objet du Marché est constitué par les fournitures et services connexes visés dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.
- 13. Livraison**
- 13.1 En vertu de la clause 33.1 du CCAG, la livraison des fournitures et l'achèvement des services connexes seront effectués conformément au calendrier de livraison et d'achèvement figurant dans le Bordereau des quantités et les Calendriers de livraison. Le **CCAP** fixe les détails relatifs à l'expédition et indiquera les autres pièces et documents à présenter par le Fournisseur.
- 14. Responsabilités du Fournisseur**
- 14.1 Le Fournisseur fournira toutes les fournitures et services connexes compris dans l'objet du Marché en application de la clause 12 du CCAG et du calendrier de livraison et d'achèvement, conformément à la clause 13 du CCAG.
- 15. Prix du Marché**
- 15.1 Le prix demandé par le Fournisseur pour les Fournitures livrées et pour les services connexes rendus au titre du Marché ne variera pas par rapport au prix indiqué par le Fournisseur dans son Offre, exception faite des modifications de prix autorisées dans le **CCAP**.
- 16. Modalités de règlement**
- 16.1 Le prix du Marché, y compris toute Avance le cas échéant, sera réglé conformément aux dispositions du **CCAP**.
- 16.2 Le Fournisseur présentera sa demande de règlement par écrit à l'Acheteur, accompagnée des factures décrivant, de façon appropriée, les fournitures livrées et les services connexes rendus, et des pièces présentées conformément à la clause 13 du CCAG, et après avoir satisfait à toutes les obligations spécifiées dans le Marché.

- 16.3 Les règlements dus au Fournisseur seront effectués sans délai par l’Acheteur, et au plus tard dans les soixante (60) jours suivant la présentation de la facture ou la demande de règlement par le Fournisseur, et après son acceptation par l’Acheteur.
- 16.4 La (ou les) monnaie(s) dans laquelle (ou lesquelles) les règlements seront effectués au Fournisseur au titre du Marché sera(ont) celle(s) dans laquelle (ou lesquelles) le prix de l’Offre est indiqué.
- 16.5 Dans l’éventualité où l’Acheteur n’effectuerait pas un paiement dû à sa date d’exigibilité ou dans le délai indiqué au **CCAP**, l’Acheteur sera tenu de payer au Fournisseur des intérêts sur le montant de cet arriéré au(x) taux spécifié(s) dans le **CCAP** pour toute la période de retard jusqu’au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou après un jugement ou une sentence arbitrale.
- 17. Impôts, taxes et droits**
- 17.1 Pour les fournitures provenant d’un pays autre que le pays de l’Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits de timbre, patente et taxes dus à l’extérieur du pays de l’Acheteur.
- 17.2 Pour les fournitures provenant du pays de l’Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits, patentes, etc., à payer jusqu’au moment de la livraison à l’Acheteur des Fournitures faisant l’objet du marché.
- 17.3 Si le Fournisseur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale dans le pays de l’Acheteur tel que spécifié au **CCAP**, l’Acheteur fera tout son possible pour permettre au Fournisseur d’en bénéficier jusqu’à concurrence du maximum autorisé.
- 18. Garantie de bonne exécution**
- 18.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant réception de l’avis d’attribution du Marché, le Fournisseur fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant spécifié dans le **CCAP**.
- 18.2 Le montant de la garantie sera payable à l’Acheteur en compensation de toute perte subie du fait de la carence du Fournisseur à exécuter ses obligations contractuelles.
- 18.3 La garantie de bonne exécution sera libellée dans la monnaie du Marché ou toute autre monnaie ayant reçu l’accord de l’Acheteur, et présentée sous la forme stipulée dans le **CCAP** ou sous une autre forme acceptable à l’Acheteur.
- 18.4 L’Acheteur libérera et retournera au Fournisseur la garantie de bonne exécution au plus tard vingt-huit (28) jours après la date d’achèvement des obligations incombant au Fournisseur au titre du Marché, y compris les obligations de garantie technique, sauf disposition contraire du **CCAP**.
- 19. Droits d’auteur**
- 19.1 Les droits d’auteur de tous les plans, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l’Acheteur par le Fournisseur demeureront la propriété du Fournisseur ou, s’ils sont fournis directement à l’Acheteur ou par l’intermédiaire du Fournisseur par une tierce partie, y compris par des fournisseurs, les droits d’auteur y afférent demeureront la propriété de ladite tierce partie.

20. Renseignements confidentiels

- 20.1 L'Acheteur et le Fournisseur respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l'autre partie au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l'autre partie, que ces renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l'exécution ou la résiliation du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Fournisseur pourra donner à son sous-traitant tout document, donnée et autre information qu'il recevra de l'Acheteur dans la mesure nécessaire pour permettre au sous-traitant d'effectuer son travail conformément au Marché, auquel cas le Fournisseur demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l'engagement imposé au Fournisseur en vertu de la clause 20 du CCAG.
- 20.2 L'Acheteur n'utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus du Fournisseur à des fins autres que celles du Marché. De la même manière, le Fournisseur n'utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus de l'Acheteur à des fins autres que l'élaboration des plans, les acquisitions ou autres travaux et services requis pour l'exécution du Marché.
- 20.3 Toutefois, l'obligation imposée à une partie en vertu des clauses 20.1 et 20.2 ci-dessus ne s'appliquera pas aux types de renseignements suivants :
- a) Ceux que l'Acheteur ou le Fournisseur doivent partager avec l'AFD ou d'autres institutions participant au financement du Marché ;
 - b) Ceux qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause soit en faute ;
 - c) Ceux dont il peut être prouvé qu'ils étaient en possession de la partie en cause lorsqu'ils ont été divulgués et qu'ils n'avaient pas été obtenus préalablement, de manière directe ou indirecte, de l'autre partie ; ou
 - d) Ceux qui sont mis légitimement à la disposition de la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité.
- 20.4 Les dispositions ci-dessus de la clause 20 du CCAG ne modifient en aucune façon un engagement de confidentialité donné par l'une ou l'autre partie avant la date du Marché s'agissant de tout ou partie de la fourniture.
- 20.5 Les dispositions de la clause 20 du CCAG resteront en vigueur après l'achèvement ou la résiliation du Marché, quel qu'en soit le motif.

- 21. Sous-traitance**
- 21.1 Le Fournisseur notifiera par écrit à l'Acheteur tous les marchés de sous-traitance attribués dans le cadre du Marché s'il ne l'a déjà fait dans son Offre. La sous-traitance ne dégagera pas la responsabilité du Fournisseur, et ne le libérera d'aucune des obligations qui lui incombent du fait du Marché.
- 21.2 Les marchés de sous-traitance se conformeront aux dispositions des clauses 3 et 7 du CCAG.
- 22. Spécifications et Normes**
- 22.1 Spécifications techniques et Plans
- a) Les fournitures et services connexes fournis au titre du Marché seront conformes aux normes visées à la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, et, lorsqu'il n'est fait référence à aucune norme applicable, la norme sera équivalente ou supérieure aux normes officielles applicables dans le pays d'origine des biens.
- b) Le Fournisseur pourra décliner sa responsabilité pour toute étude de conception, donnée, plan, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui aura été fourni ou conçu par l'Acheteur ou en son nom, en donnant à l'Acheteur une notification indiquant qu'il décline sa responsabilité.
- c) Lorsque le Marché se référera aux codes et normes selon lesquels il sera exécuté, l'édition ou la version révisée desdits codes et normes sera celle spécifiée dans les spécifications techniques. Durant l'exécution du Marché, les changements apportés auxdits codes et normes ne seront appliqués qu'après l'approbation de l'Acheteur et seront traités conformément à la clause 33 du CCAG.
- 23. Emballage et documents**
- 23.1 Le Fournisseur emballera les fournitures de la manière requise pour qu'elles ne subissent pas de dommages ou de détérioration durant le transport vers le lieu de destination convenu, conformément aux dispositions du Marché. Pendant le transport, l'emballage sera suffisant pour résister en toutes circonstances à des manipulations brutales et à des températures extrêmes, au sel et aux précipitations, et à l'entreposage à ciel ouvert. Les dimensions et le poids des caisses tiendront compte, chaque fois que nécessaire, du fait que le lieu de destination convenu des fournitures est éloignée et de l'absence éventuelle, à toutes les étapes du transport, de matériel de manutention lourd.
- 23.2 L'emballage, le marquage, l'étiquetage et la documentation à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront strictement conformes aux dispositions précisées dans le Marché ainsi qu'aux instructions ultérieures, le cas échéant, en application du CCAP, et à toutes autres instructions données par l'Acheteur.
- 24. Assurance** **Ww**
- 24.1 Sauf indication contraire du CCAP, les fournitures livrées en exécution du présent Marché seront entièrement assurées contre toute perte ou dommage découlant de leur fabrication ou acquisition, de leur transport, leur entreposage et leur livraison conformément aux Incoterms en vigueur ou de la manière spécifiée dans le CCAP.

- 25. Transport**
- 25.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, la responsabilité du transport des Fournitures est assumée par la partie spécifiée dans les Incoterms.
- 25.2 Il pourra être demandé au Fournisseur de fournir tout ou partie des services suivants, y compris d'autres services s'ils existent, tels que spécifiés au CCAP.
- (a) l'exécution ou la surveillance de l'assemblage sur site des Fournitures et/ou leur mise en service.
 - (b) la fourniture d'outils nécessaires à l'assemblage et/ou la maintenance des Fournitures.
 - (c) la fourniture du manuel détaillé d'exploitation et de maintenance pour chaque article pertinent des Fournitures.
 - (d) l'exécution ou la surveillance ou la maintenance et/ou la réparation des Fournitures, sur une période convenue entre les parties, étant entendu que le Fournisseur conserve ses obligations de garanties telles que stipulées dans le Marché ; et
 - (e) la formation du personnel de l'Acheteur, à l'usine du Fournisseur et/ou sur site, à l'assemblage, la mise en service, l'exploitation, la maintenance et/ou la réparation des Fournitures.
- 25.3 Les prix facturés par le Fournisseur pour des services annexes, s'ils ne figurent pas parmi les prix du Marché, devront être convenus à l'avance par les parties et ne devront pas excéder les prix facturés habituellement par le Fournisseur à d'autres prestataires pour des services identiques.
- 26. Inspections et essais**
- 26.1 Le Fournisseur effectue à ses frais et à titre gratuit pour l'Acheteur tous les essais et/ou les inspections afférents aux fournitures et aux services connexes stipulés aux **CCAP**.
- 26.2 Les inspections et les essais pourront être réalisés dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, au point de livraison et/ou au lieu de destination convenu des fournitures ou en un lieu quelconque du pays de l'Acheteur visé dans le CCAP. Sous réserve de la clause 26.3 du CCAG, si les essais et/ou les inspections ont lieu dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, toutes les facilités et l'assistance raisonnables, y compris l'accès aux plans et aux données de production, seront fournies aux inspecteurs, sans frais pour l'Acheteur.
- 26.3 L'Acheteur ou son représentant autorisé aura le droit d'assister aux essais et/ou aux inspections visées dans la clause 26.2 du CCAG, étant entendu que l'Acheteur supportera la totalité des frais et dépenses engagés à cet effet, y compris, mais pas exclusivement, tous les frais de voyage, de subsistance et d'hébergement.
- 26.4 Aussitôt que le Fournisseur sera prêt à effectuer lesdits essais et inspections, il en avisera l'Acheteur avec un préavis raisonnable, en indiquant le lieu et la date desdits essais et inspections. Le Fournisseur se procurera auprès de toute tierce partie ou de tout fabricant intéressé toute autorisation ou consentement nécessaire pour permettre à l'Acheteur ou à son représentant autorisé d'assister aux essais et/ou à l'inspection.

- 26.5 L'Acheteur pourra demander au Fournisseur d'effectuer des essais et/ou des inspections non stipulées dans le Marché mais jugées nécessaires pour vérifier que les caractéristiques et le fonctionnement des fournitures sont conformes aux spécifications techniques, aux codes et aux normes prévus dans le Marché, étant entendu que le coût raisonnable pour le Fournisseur desdits essais et/ou inspections supplémentaires sera ajouté au prix du Marché. De plus, si lesdits essais et/ou inspections font obstacle à la poursuite de la fabrication et/ou empêchent le Fournisseur de s'acquitter de ses autres obligations afférentes au Marché, il en sera dûment tenu compte dans les dates de livraison et les dates d'achèvement et en ce qui concerne le respect des autres obligations ainsi affectées.
- 26.6 Le Fournisseur donnera à l'Acheteur un rapport présentant les résultats des essais et/ou inspections ainsi effectuées.
- 26.7 L'Acheteur pourra refuser tout ou partie des fournitures qui se seront révélées défectueuses ou qui ne sont pas conformes aux spécifications. Le Fournisseur apportera les rectifications nécessaires à tout ou partie des fournitures refusées ou les remplacera ou il y apportera les modifications nécessaires pour qu'elles soient conformes aux spécifications, cela sans frais pour l'Acheteur, et il renouvellera les essais et/ou l'inspection, sans frais pour l'Acheteur, après en avoir donné notification conformément à la clause 26.4 du CCAG.
- 26.8 Le Fournisseur convient que ni la réalisation d'un essai et/ou d'une inspection de tout ou partie des fournitures, ni la présence de l'Acheteur ou de son représentant autorisé à un essai et/ou à une inspection effectuée sur tout ou partie des fournitures, ni la remise d'un rapport en application de la clause 26.6 du CCAG, ne dispense le Fournisseur de ses obligations de garanties ou de ses autres obligations stipulées dans le Marché.
- 27. Pénalités**
- 27.1 Sous réserve des dispositions de la clause 32 du CCAG, si le Fournisseur ne livre pas l'une quelconque ou l'ensemble des fournitures ou ne rend pas les services prévus dans les délais spécifiés dans le Marché, l'Acheteur, sans préjudice des autres recours qu'il détient au titre du Marché, pourra déduire du prix du Marché, à titre de pénalités, une somme équivalant au pourcentage stipulé dans le CCAP, pour chaque semaine de retard, jusqu'à la livraison ou à la prestation effective, à concurrence d'un montant maximum correspondant au pourcentage du prix du Marché indiqué dans le CCAP. Une fois ce maximum atteint, l'Acheteur pourra résilier le Marché en application de la clause 35 du CCAG.
- 28. Garantie**
- 28.1 Le Fournisseur garantit que les fournitures sont neuves et n'ont jamais été utilisées, qu'elles sont du modèle le plus récent ou courant, et qu'elles comportent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf disposition contraire du Marché.
- 28.2 Sous réserve de la clause 22.1 (b) du CCAG, le Fournisseur garantit en outre que les fournitures seront exemptes de tous défauts liés à une action ou à une omission du Fournisseur ou liés à un défaut de conception, de matériaux et de fabrication, de nature à empêcher

leur utilisation normale dans les conditions particulières du pays du lieu de destination convenu.

- 28.3 Sauf disposition contraire du **CCAP**, la garantie demeurera valable douze (12) mois après la livraison de tout ou partie des fournitures, le cas échéant, à leur lieu de destination convenu, tel que précisé dans le Marché ou dix-huit (18) mois après la date d'expédition ou de chargement dans le pays d'origine ; la période qui se termine le plus tôt étant retenue aux fins de la présente clause.
- 28.4 L'Acheteur notifiera toute réclamation au Fournisseur, dans les meilleurs délais après constatation des défauts, en indiquant la nature desdits défauts et en fournissant les preuves disponibles. L'Acheteur donnera au Fournisseur toute possibilité raisonnable d'inspecter lesdits défauts.
- 28.5 À la réception d'une telle notification, le Fournisseur réparera ou remplacera rapidement, dans les délais prévus à cet effet au **CCAP**, les fournitures ou les pièces défectueuses, sans frais pour l'Acheteur.
- 28.6 Si le Fournisseur, après en avoir été notifié, ne remédie pas au défaut dans les délais prescrits par le **CCAP**, l'Acheteur peut entreprendre, dans un délai raisonnable, aux risques et aux frais du Fournisseur, toute action de recours nécessaire, sans préjudice des autres recours dont l'Acheteur dispose envers le Fournisseur en application du Marché.

29. Brevets

- 29.1 À condition que l'Acheteur se conforme à la clause 29.2 du CCAG, le Fournisseur indemnifiera et garantira l'Acheteur, ses employés et ses administrateurs, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber à l'Acheteur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, en raison de :
- a) l'installation des fournitures par le Fournisseur ou l'utilisation des fournitures dans le pays où se trouve le site ; et
 - b) la vente dans tout pays des biens produits au moyen des fournitures.

Cette obligation d'indemnisation ne couvrira aucune utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et elle ne couvrira aucune violation qui serait due à l'utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures ou des biens produits au moyen des fournitures, en association ou en combinaison avec tout autre équipement, toute installation ou tous matériaux non fournis par le Fournisseur, conformément au Marché.

- 29.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre l'Acheteur dans le contexte de la clause 29.1 du CCAG, l'Acheteur en avisera le Fournisseur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Fournisseur pourra, à ses propres frais et au nom de l'Acheteur, mener ladite procédure ou le

règlement de cette réclamation, et toutes négociations en vue de régler ladite procédure ou réclamation.

- 29.3 Si le Fournisseur omet de notifier à l'Acheteur, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu'il entend mener ladite procédure ou réclamation, l'Acheteur sera libre de le faire en son propre nom.
- 29.4 L'Acheteur devra, si le Fournisseur le lui demande, donner au Fournisseur toute l'assistance disponible pour assurer la conduite de la procédure ou le règlement de la réclamation, auquel cas le Fournisseur remboursera à l'Acheteur tous les frais raisonnables qu'il aura assumés à cet effet.
- 29.5 L'Acheteur indemnifiera et garantira le Fournisseur, ses employés, ses administrateurs et ses sous-traitants, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber au Fournisseur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, au sujet de plans, de données, de dessins, de spécifications ou d'autres documents ou matériaux fournis ou conçus par ou au nom de l'Acheteur.

30. Limite de responsabilité

- 30.1 Sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle :
- a) Le Fournisseur n'est responsable envers l'Acheteur de toute perte ou de tout dommage indirect ou consécutif, perte d'usage, perte de production ou manque à gagner ou frais financier, étant entendu que la présente exception ne s'applique à aucune des obligations du Fournisseur de payer des pénalités à l'Acheteur ;
 - b) L'obligation globale que le Fournisseur peut assumer envers l'Acheteur au titre du Marché ou au titre de la responsabilité civile ou autre, ne saurait excéder le Prix du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s'appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement du matériel défectueux, ni à l'obligation du Fournisseur d'indemniser l'Acheteur en cas de violation de brevet.

31. Modifications des lois et règlements

- 31.1 À moins que le Marché n'en dispose autrement, si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission des Offres, une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié dans le lieu du pays de l'Acheteur où se trouve le site (y compris tout changement dans l'interprétation ou l'application dudit texte par les autorités compétentes) d'une manière qui influe sur la date de livraison et/ou le prix du Marché, ladite date de livraison et/ou ledit prix du Marché sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le cas, dans la mesure où le Fournisseur en aura été affecté dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations au titre du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le supplément ou la réduction de coût ne sera pas versé ou crédité séparément si ledit supplément ou ladite réduction a déjà été prise en compte dans les dispositions relatives à la révision des prix en tant que de besoin, conformément à la clause 15 du CCAG.

- 32. Force majeure**
- 32.1 Le Fournisseur ne sera pas exposé à la saisie de sa garantie de bonne exécution, à des pénalités ou à la résiliation du Marché à ses torts si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l'exécution des obligations qui lui incombent au titre du Marché est dû à un cas de force majeure.
- 32.2 Aux fins de la présente Clause, l'expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur, qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes de l'Acheteur au titre de la souveraineté de l'État, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret.
- 32.3 En cas de force majeure, le Fournisseur notifiera sans délai par écrit à l'Acheteur l'existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d'instructions contraires, par écrit, de l'Acheteur, le Fournisseur continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s'efforcera de continuer à remplir les obligations dont l'exécution n'est pas entravée par le cas de force majeure.
- 33. Ordres de modification et avenants au marché**
- 33.1 L'Acheteur peut demander à tout moment au Fournisseur, par notification, conformément aux dispositions de la clause 8 du CCAG, d'apporter des modifications dans le cadre général du Marché, dans un ou plusieurs des domaines suivants :
- a) Les plans, conceptions ou spécifications, lorsque les fournitures à livrer au titre du Marché doivent être fabriquées spécialement pour l'Acheteur ;
 - b) La méthode d'expédition ou d'emballage ;
 - c) Le lieu de livraison ; et
 - d) Les services connexes qui doivent être exécutés par le Fournisseur.
- 33.2 Si l'une des modifications ci-dessus entraîne une augmentation ou une réduction du coût ou du temps nécessaire au Fournisseur pour exécuter toute partie du Marché, le prix du Marché et/ou le calendrier de livraison/d'achèvement sera modifié de façon équitable et le Marché sera modifié en conséquence. Toute demande d'ajustement du Fournisseur au titre de la présente clause doit être déposée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception, par le Fournisseur, de l'ordre de modification émis par l'Acheteur.
- 33.3 Le prix que demandera le Fournisseur en échange de la prestation de tout service connexe qui pourra être nécessaire mais qui ne figurait pas dans le Marché sera convenu d'avance par les parties et n'excédera pas les tarifs demandés par le Fournisseur à d'autres parties au titre de services analogues.
- 33.4 Compte tenu de ce qui précède, aucun changement ou modification des termes du Marché ne pourra être fait sans un accord écrit et signé des parties.
- 34. Prorogation des délais**
- 34.1 Si à tout moment pendant l'exécution du Marché, le Fournisseur ou ses sous-traitants se heurtent à une situation qui les empêche de livrer les Fournitures ou d'accomplir les services connexes dans les

délais prévus à la clause 13 du CCAG, le Fournisseur avisera promptement l'Acheteur du retard par écrit, de sa durée probable et de sa raison. Aussitôt que possible après réception de la notification du Fournisseur, l'Acheteur évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, proroger les délais impartis au Fournisseur pour exécuter le Marché, auquel cas la prorogation sera ratifiée par les parties, par voie d'avenant au marché.

34.2 À l'exception du cas de force majeure visé dans la clause 32, du CCAG, un retard de la part du Fournisseur dans l'exécution de ses obligations l'exposera à l'application des pénalités prévues dans la clause 27 du CCAG, sauf si une prorogation des délais a été accordée en vertu de la clause 34.1 du CCAG.

35. Résiliation

35.1 Résiliation aux torts du Fournisseur

a) L'Acheteur peut, sans préjudice des autres recours qu'il détient en cas de rupture de contrat, notifier par écrit au Fournisseur la résiliation à ses torts de la totalité ou d'une partie du Marché :

i) Si le Fournisseur manque à livrer l'une quelconque ou l'ensemble des Fournitures dans les délais spécifiés dans le Marché ou dans les délais prolongés par l'Acheteur conformément aux dispositions de la clause 34 du CCAG ;
ou

ii) Si le Fournisseur manque à exécuter toute autre obligation au titre du Marché ; ou

iii) Si le Fournisseur, de l'avis de l'Acheteur, s'est livré à des pratiques de fraude ou de corruption, tels que définis à la Clause 3 de ce CCAG, au stade de sa sélection ou lors de la réalisation du Marché.

b) Au cas où l'Acheteur résilie tout ou partie du Marché, en application des dispositions de la clause 35.1 (a) du CCAG, l'Acheteur peut acquérir, aux conditions et de la façon qui lui paraissent convenables, des Fournitures ou des services connexes semblables à ceux non reçus ou non exécutés et le Fournisseur sera responsable envers l'Acheteur de tout coût supplémentaire qui en résulterait. Toutefois, le Fournisseur continuera à exécuter le Marché dans la mesure où il n'est pas résilié.

35.2 Résiliation pour insolvabilité

L'Acheteur peut à tout moment résilier le Marché par notification écrite adressée au Fournisseur si celui-ci est déclaré en redressement judiciaire, liquidation, faillite ou devient insolvable. En ce cas, la résiliation se fera sans indemnisation du Fournisseur, étant entendu toutefois que cette résiliation ne préjugera ni n'affectera aucun des droits ou recours que l'Acheteur détient ou détiendra ultérieurement.

35.3 Résiliation pour convenance

a) L'Acheteur peut à tout moment résilier tout ou partie du Marché par notification écrite adressée au Fournisseur pour une raison de convenance. L'avis de résiliation précisera que la résiliation intervient unilatéralement pour raison de convenance, dans quelle

mesure l'exécution des tâches stipulées dans le Marché prend fin et la date à laquelle la résiliation prend effet.

- b) L'Acheteur prendra livraison, aux prix et aux conditions du Marché, des Fournitures prêtes à être expédiées à l'Acheteur dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation. S'agissant des autres Fournitures restantes, l'Acheteur peut décider :
- i) De faire terminer et livrer toute partie de ces fournitures aux prix et conditions du Marché; et/ou
 - ii) D'annuler le reste et de payer au Fournisseur un montant à convenir avec lui au titre des fournitures et des services connexes partiellement terminés et des matériaux que le Fournisseur s'est déjà procurés.

36. Cession

36.1 À moins d'avoir reçu par écrit le consentement préalable de l'autre partie, ni l'Acheteur ni le Fournisseur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du Marché.

37. Restrictions à l'Exportation

37.1 Indépendamment de l'ensemble des obligations contractuelles régissant les formalités d'exportation, toute restriction à l'importation imputable à l'Acheteur, au pays de l'Acheteur, ou à l'utilisation des produits/biens, systèmes ou services à fournir, qui émanent de règlements commerciaux d'un pays fournisseur de produits/biens, systèmes ou services, et qui empêchent le Fournisseur de s'acquitter de ses obligations contractuelles, libèrera le Fournisseur de ses obligations de fournir les biens et les services prévus. Cette disposition prendra effet dès lors que le Soumissionnaire démontrera, à satisfaction de l'AFD et de l'Acheteur, qu'il a entrepris avec diligence toutes les démarches pour les demandes de permis, autorisations et licences nécessaires à l'exportation de produits/biens, systèmes ou services conformément aux termes du Marché. Le Marché sera résilié à la convenance de l'Acheteur selon les termes des articles 35.3.

Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui suit précise le Cahier des clauses administratives générales (CCAG). Lorsqu'il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG.

CCAG 1.1 (i)	Le pays de l'Acheteur est : Mauritanie
CCAG 1.1 (j)	L'Acheteur est : Ministère de la santé
CCAG 1.1 (o)	Les lieux de destination convenus sont : CNTS Nouakchott qui est situé sur l'Avenue Gamal Abdel Nasser, entre l'ancien Hôpital de Sabah et l'Hôpital National. Il est séparé de l'Hôpital National par une voie goudronnée et attenant à l'ancien Hôpital de Sabah.
CCAG 4.2 (a) et (b)	Les termes commerciaux auront la signification prescrite par les Incoterms publiés par la Chambre de Commerce internationale (CCI), version 2020.
CCAG 5.1	La langue du Marché et de communication est le français.
CCAG 7.1	Les biens et services provenant de pays sous embargo de la France, l'Union Européenne ou les Nations-Unies ne sont pas éligibles.
CCAG 8.1	Aux fins de notification , l'adresse de l'Acheteur sera : Immeuble de la SNIM Avenue Gamal Abdel Nasser Étage/ numéro de bureau : Étage N°3/Bureau Cellule de suivi des travaux de construction du nouveau siège du CNTS à Nouakchott. Ville : Nouakchott Pays : Mauritanie Numéro de téléphone : +222 22 24 38 44 Adresse électronique : med.khatry@sante.gov.mr / med.khatry@yahoo.fr
CCAG 9.1	Le droit applicable sera : le droit Mauritanien

<p>CCAG 10.2</p>	<p>Au moment de la finalisation du marché la clause 10.2 (a) sera retenue dans le cas où le Marché est passé avec un Fournisseur étranger , et la clause 10.2(b) sera retenue dans le cas d'un Marché passé avec un ressortissant du pays de l'Acheteur »</p> <p><u>a) Marché passé avec un Fournisseur étranger :</u></p> <p><i>[pour les marchés passés avec des Fournisseurs étrangers, l'arbitrage commercial international est fortement recommandé. L'AFD ne doit pas être nommée comme arbitre ni être désignée pour nommer un arbitre. Parmi les règles qui s'appliquent au processus d'arbitrage, l'Acheteur peut vouloir considérer celles de la Commission des Nations Unies pour le Droit du Commerce International (CNUDCI) de 1976, ou les règles de Conciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (CCI)]</i></p> <p><i>Si l'Acheteur choisit les Règles d'Arbitrage de la CNUDCI, la clause suivante, par exemple, peut être insérée :</i></p> <p>CCAG 10.2 - « Tout litige, différend, ou plainte provenant de ce Marché ou lui étant lié, ou toute rupture, résiliation ou invalidité de ce Marché, sera résolue par arbitrage selon les procédures d'arbitrage de la CNUDCI telles qu'en vigueur à ce jour. » ou</p> <p><i>Si l'Acheteur choisit les procédures de la CCI, la clause suivante, par exemple, peut être insérée :</i></p> <p>CCAG 10.2 - « Tout litige résultant de ce Marché sera résolu in fine par application des Règles de Réconciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, par un ou plusieurs arbitres désignés conformément aux dites Règles. »</p> <p><i>(b) Marché passé avec un Fournisseur national du pays de l'Acheteur :</i></p> <p>« Dans le cas d'un litige entre l'Acheteur et un Fournisseur ressortissant du pays de l'Acheteur, le litige sera adjugé ou arbitré conformément à la législation du pays de l'Acheteur. »</p>
<p>CCAG 13.1</p>	<p>Le délai de livraison commence à courir à partir de la satisfaction des conditions suivantes :</p> <p>-Signature du Marché par les deux parties, -Approbation du contrat, -Notification du contrat.</p>
<p>CCAG 13.1</p>	<p>Pour les fournitures importées de l'étranger:</p> <p>Lors de l'expédition, le Fournisseur notifiera à l'Acheteur et à la compagnie d'assurances, par câble, télex, ou par voie électronique mutuellement convenue au préalable, les dispositions détaillées relatives à l'expédition, à savoir: le numéro du marché, la description des fournitures, la quantité, le mode de transport, le numéro et la date du connaissement, le lieu de chargement, la date d'expédition, le lieu de débarquement, etc. Le Fournisseur expédiera les documents ci-après à l'Acheteur, avec copie à la compagnie d'assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Copies des factures du Fournisseur, décrivant les fournitures, leurs quantités, leur prix unitaire et le montant total ; ➤ Original et trois copies du connaissement non négociable ; ➤ Copies des listes de colisage identifiant les contenus de chaque colis ➤ Un certificat d'assurance qui doit définir clairement que : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le bénéficiaire est le Ministère de la santé, ○ La couverture de l'assurance est totale,

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Aucune exclusion n'empêchera le ministère de la santé de bénéficier des frais d'assurance, ○ Le Montant assuré est au moins égal à 110% du montant du marché. ➤ Certificat de garantie du Fabriquant ou du Fournisseur ; ➤ Certificat de marquage CE pour chaque équipement ; ➤ Certificat d'inspection attestant la conformité des fournitures aux spécifications exigées et aux normes en vigueur en Europe, émis par un certificateur agréé et accepté par l'acheteur, et le rapport d'inspection en usine du Fournisseur ➤ Certificat d'origine. <p>Les documents ci-dessus sont à recevoir par l'Acheteur une semaine au moins avant l'arrivée des fournitures à destination et, s'ils ne sont pas reçus, le Fournisseur sera responsable de toute dépense en résultant.</p>
	<p>Pour les fournitures originaires du pays de l'Acheteur:</p> <p>Dès la réception des fournitures par le transporteur, le Fournisseur doit notifier l'Acheteur et lui faire parvenir les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Copies de la facture du Fournisseur décrivant les fournitures, indiquant leur quantité, leur prix unitaire, le montant total ; ➤ Notification de la livraison/reçu du transporteur ferroviaire ou routier ➤ Certificat de garantie du Fabriquant ou du Fournisseur ; ➤ Certificat de marquage CE pour chaque équipement ; ➤ Certificat d'inspection attestant la conformité des fournitures aux spécifications exigées et aux normes en vigueur en Europe, émis par un certificateur agréé et accepté par l'acheteur, et le rapport d'inspection en usine du Fournisseur ➤ Certificat d'origine. <p>Ces documents devront être reçus par l'Acheteur avant l'arrivée des Fournitures ; en cas contraire, le Fournisseur sera tenu responsable des frais qui pourraient en résulter.</p>
CCAG 15.1	Les prix des Fournitures livrées et services connexes exécutés ne seront pas révisables.
CCAG 16.1	<p>La méthode et les conditions de règlement du Fournisseur au titre de ce marché sont :</p> <p>Règlement de Fournitures</p> <p>i) Règlement de l'Avance : dix (10) pour cent du prix du Marché sera réglé dans un délai estimé de 30 jours suivant la signature du Marché, contre un reçu, une demande de paiement, et une garantie bancaire pour un montant équivalent, valable jusqu'à la livraison des fournitures, et soumise conformément au modèle fourni dans le document d'Appel d'Offres ou tout autre modèle acceptable à l'Acheteur.</p> <p>ii) A la livraison : cinquante (50) pour cent du Prix du Marché sera réglé à la réception des Fournitures contre une demande de paiement et la remise des documents précisés à la clause 13 du CCAG.</p> <p>iii) À l'acceptation : quarante (40%) pour cent du Prix du Marché sera réglé au Fournisseur dans un délai estimé de trente (30) jours suivant la date du certificat d'acceptation émis par l'Acheteur et contre une demande de paiement.</p> <p>L'acceptation des fournitures consiste en l'établissement d'un procès-verbal de réception sans réserves majeures, signé par les membres de la commission de réception, composée comme suit :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Deux membres du CNTS ; • Un membre de la DAF/MS ; • Un membre de la DIMM/MS ; • Un membre de la DPC/MS.
CCAG 16.1	Les paiements au Fournisseur seront effectués aux comptes bancaires suivants :
CCAG 16.5	Non-applicable
CCAG 17.3	Le présent Marché bénéficie de l'exemption du paiement des taxes, droits et obligations suivants : -TVA ; -Droits et taxes à payer au cordon douanier.
CCAG 18.1	Le montant de la garantie de bonne exécution sera : 10% du Montant du Marché
CCAG 18.3	La forme de garantie de bonne exécution acceptable est : une garantie bancaire délivrée par une banque mauritanienne ou représentée en Mauritanie. La garantie de bonne exécution sera libellée en : Ouguiyas
CCAG 18.4	La garantie de bonne exécution sera libérée une année après la réception provisoire (date de la réception définitive).
CCAG 23.2	L'emballage, le marquage et les documents placés à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront : <i>[insérer les informations]</i> _____
CCAG 24.1	L'assurance sera souscrite conformément à l'Incoterm applicable.
CCAG 25.1	La responsabilité du transport des fournitures sera déterminée conformément à l'Incoterm applicable.
CCAG 25.2	Les services annexes à fournir sont : <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'installation, mise en service de l'ensemble des équipements, et la formation pratique des utilisateurs du centre ➤ La maintenance, des équipements ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> - Automate d'analyse d'Immuno-hématologie (groupage sanguin), - Automate de sérologie (marqueurs infectieux), - Automate de Biochimie, - Analyseur d'hématologie, -Congélateur de plasma -80°C, -Connecteur de poche de sang stérile, -Agitateur de plaquette avec enceinte, -Centrifugeuses réfrigérées de poche de sang, -Chambre froide. ➤ La formation de deux techniciens et d'un ingénieur biomédical du centre à la maintenance préventive et curative des équipements livrés, ainsi que l'encadrement de cette équipe lors des interventions, en les impliquant directement dans les travaux de maintenance.

CCAG 26.1	Les inspections et les essais qui seront réalisés : - Chaque équipement nécessitant une configuration et une mise en service devra être correctement configuré et mis en service.
CCAG 26.2	Les inspections et les essais seront réalisés à : Nouakchott
CCAG 27.1	Les pénalités s'élèveront à : 0.5% par semaine
CCAG 27.1	Le montant maximum des pénalités sera de : 10% du Montant du Marché.
CCAG 28.3	La période de garantie sera de 365 jours. À l'issue de cette période, un procès-verbal (PV) sera établi et signé conjointement par le fournisseur et le client, attestant la fin de la garantie
CCAG 28.5 et CCAG 28.6	Le délai de réparation ou de remplacement sera de : 30 jours

Annexe 1 au CCAP :

Règles en matière de Fraude et Corruption et Responsabilité Environnementale et Sociale

1 Pratiques frauduleuses et de corruption

L'Acheteur, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent respecter les règles d'éthique les plus rigoureuses durant la passation et l'exécution des marchés.

En signant la Déclaration d'Intégrité, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants déclarent (i) qu'il n'ont commis aucun acte susceptible d'influencer le processus d'attribution du marché au détriment de l'Acheteur et notamment qu'aucune pratique anticoncurrentielle n'est intervenue et n'interviendra et que (ii) la négociation, la passation et l'exécution du Contrat n'a pas donné et ne donnera pas lieu à un acte de corruption ou de fraude.

Les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et de leurs sous-traitants autorisent l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs au processus de passation et à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

L'AFD se réserve le droit de prendre toute action appropriée afin de s'assurer du respect de ces règles d'éthique, notamment le droit de :

- a) Rejeter la proposition d'attribution d'un marché si elle établit que le soumissionnaire ou le consultant auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des fraudes ou des pratiques anticoncurrentielles en vue de l'obtention de ce marché ;
- b) Déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Acheteur, des fournisseurs, consultants, entrepreneurs ou de leurs sous-traitants se sont livrés à la corruption, à des fraudes, ou à des pratiques anticoncurrentielles pendant le processus de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Acheteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de l'AFD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer l'AFD lorsqu'il a eu connaissance de telles manœuvres.

Aux fins d'application de la présente disposition, l'AFD définit comme suit les expressions suivantes :

- a) La Corruption d'Agent Public est :
 - Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles ;
 - Le fait pour un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- b) La notion d'Agent Public inclut :
 - Toute personne physique qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire (au sein de l'État de l'Acheteur), indépendamment du fait que cette personne physique ait été nommée ou élue, indépendamment du caractère permanent ou provisoire

de son mandat, qu'il soit rémunéré ou non, et indépendamment de sa position et du niveau hiérarchique qu'elle occupe ;

- Toute autre personne physique qui exerce une fonction publique, y compris pour une institution d'État ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public ;
 - Toute autre personne physique définie comme agent public par la législation nationale du pays du Maître d'Ouvrage.
- c) La Corruption de Personne Privée désigne :
- Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature à toute personne autre qu'un agent public, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin que, en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles, elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte ;
 - Le fait pour toute personne autre qu'un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- d) La Fraude désigne toute manœuvre déloyale (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer des règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- e) Une Pratique Anticoncurrentielle désigne :
- Toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : (i) limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres personnes ; (ii) faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; (iii) limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; ou (iv) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
 - Toute exploitation abusive par une personne ou un groupe de personnes d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci ;
 - Toute offre de prix abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une personne ou l'un de ses produits.

2 Responsabilité Environnementale et Sociale

Afin de promouvoir un développement durable, l'AFD souhaite s'assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent s'engager, sur la base de la Déclaration d'Intégrité, à :

- a) Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le marché, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement ;

- b) Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) fourni par l'Acheteur.

Section X. Formulaires du Marché

Liste des formulaires

Modèle de Lettre de Marché.....	129
Modèle d'Acte d'engagement.....	130
Modèle de Garantie de Bonne Exécution (garantie bancaire).....	131
Modèle de Garantie de Restitution d'Avance (garantie bancaire).....	132

Modèle de Lettre de Marché

[papier à en-tête de l'Acheteur]

Date : *[date]*

A : [nom et adresse du Soumissionnaire retenu]

Objet : Notification d'octroi du Marché No : _____

La présente a pour but de vous notifier que votre Offre en date du *[date]* pour la fourniture de *[nom du Projet tel que spécifié dans le CCAP]* pour le montant du Marché d'une contre-valeur *[Supprimer « contre » si le prix du Marché est exprimé en une seule monnaie]* de *[montant en chiffres et en lettres, nom de la monnaie]*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires *[Supprimer « rectifié et » ou « et modifié » si seulement l'une de ces mesures s'applique. Supprimer « rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires » si des rectifications ou modifications n'ont pas été effectuées]*, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours, conformément à l'article 42 des IS, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution de la Section X, Formulaires du marché.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l'Acheteur]

Pièce jointe : Acte d'Engagement

Modèle d'Acte d'engagement

AUX TERMES DU PRÉSENT MARCHÉ, conclu le _____ jour de _____ entre _____ de _____ (ci-après dénommé l'« Acheteur ») d'une part, et _____ de _____ (ci-après dénommé le « Fournisseur »), d'autre part :

Attendu que l'Acheteur a lancé un Appel d'Offres pour des fournitures et services connexes, à savoir _____ et a accepté une Offre du Fournisseur pour la livraison de ces Fournitures et la prestation de ces services connexes, pour le montant de _____ (ci-après dénommé le « Prix du Marché»).

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIIT :

1. Dans ce Marché, les mots et expressions auront le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les clauses du Marché auxquelles il est fait référence.
2. Le présent Acte d'Engagement prévaut sur tout(s) autre(s) document(s) contractuel(s). Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante du Marché et être lus et interprétés à ce titre :
 - a) La Lettre de Marché adressée au Fournisseur par l'Acheteur ;
 - b) Le Formulaire de Soumission et ses annexes (incluant la Déclaration d'Intégrité signée)
 - c) Les Addendum n° ... [*le cas échéant*]
 - d) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
 - e) Le Cahier des Clauses Administratives Générales ;
 - f) Le Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison, et Spécifications Techniques ;
 - g) Les Formulaires de Soumission complétés (incluant les Formulaires de Prix) ; et
 - h) Toute autre pièce mentionnée dans le CCAG comme faisant partie intégrante du Marché.
3. En cas de différence entre les pièces constitutives du Marché, ces pièces prévaudront dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.
4. En contrepartie des paiements que l'Acheteur doit effectuer au bénéfice du Fournisseur, comme cela est indiqué ci-après, le Fournisseur convient avec l'Acheteur par les présentes de livrer les Fournitures et d'exécuter les services connexes, et de remédier aux défauts de ces fournitures et services connexes conformément à tous égards aux dispositions du Marché.
5. L'Acheteur convient par les présentes de payer au Fournisseur, en contrepartie des fournitures et services connexes, et des rectifications apportées à leurs défauts et insuffisances, le Prix du Marché, ou tout autre montant dû au titre du Marché, et ce, aux échéances et de la façon prescrites par le Marché.

EN FOI DE QUOI les parties au présent Marché ont signé le présent document conformément à la législation de _____, les jour et année mentionnés ci-dessous.

Signé par _____ (pour l'Acheteur)

Signé par _____ (pour le Fournisseur)

Modèle de Garantie de Bonne Exécution (garantie bancaire)

Garant : _____ [nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse de l'Acheteur]

Date : _____

Garantie de bonne exécution no. : _____

Nous avons été informés que _____ [nom du Fournisseur] (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. _____ en date du _____ pour la fourniture de _____ [description des fournitures] (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous _____ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]¹¹. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le _____ jour de _____ 2____, ¹² et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard à l'adresse figurant ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

[signature]

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

¹¹ Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'Acheteur.

¹² Insérer la date 28 jours après la date d'achèvement estimée tel que décrit à l'article 18.4 du CCAG. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l'Acheteur, formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

Modèle de Garantie de Restitution d'Avance (garantie bancaire)

Garant : _____ [nom de la banque et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse de l'Acheteur]

Date : _____

Garantie de restitution d'avance No. :

Nous avons été informés que _____ [nom du Fournisseur] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a conclu le Marché No. _____ avec le Bénéficiaire en date du _____ pour l'exécution _____ [nom du marché et description des fournitures et services connexes] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance d'un montant de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres] est versée contre une garantie de restitution d'avance.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire à première demande toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]¹³. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

- (a) a utilisé l'avance à d'autres fins que les prestations faisant l'objet du Marché; ou bien
- (b) n'a pas remboursé l'avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d'ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l'avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d'Offre portant le numéro _____ à _____ [nom et adresse de la banque].

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l'avance effectués par le Donneur d'ordre tels qu'ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée.

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d'une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l'exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : ____.¹⁴ En

¹³ Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l'avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l'avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l'Acheteur.

¹⁴ Insérer la date de livraison des Fournitures au lieu de destination convenu, telle que stipulée dans le Calendrier de Livraison. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer l'adjonction, à la fin de l'avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: « Sur demande écrite de l'Acheteur formulée avant l'expiration

